



# Assemblée générale

Soixante-neuvième session

**57<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 20 novembre 2014, à 15 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président :* M. Kutesa. . . . . (Ouganda)

*En l'absence du Président, M. Antoine (Grenade),  
Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

## Point 37 de l'ordre du jour

### La situation en Afghanistan

#### Rapport du Secrétaire général (A/69/540)

#### Projet de résolution (A/69/L.20)

#### Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne, qui va présenter le projet de résolution A/69/L.20.

**M. Thoms** (Allemagne) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour mon pays que de présenter le projet de résolution de cette année sur la situation en Afghanistan (A/69/L.20). L'année 2014 a été marquée par des avancées majeures en matière de politique intérieure et de politique extérieure afghanes, et le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui reflète toutes les facettes de ces évolutions clefs en Afghanistan.

En dépit du grand nombre de sujets dignes d'attention, je me contenterai aujourd'hui de mentionner brièvement quelques faits nouveaux déterminants. L'Afghanistan a mené à bien avec succès les élections

présidentielle et provinciales. Pour la première fois de l'histoire du pays, le pouvoir a été transféré pacifiquement d'une administration à une autre par le biais d'un processus démocratique. Le 29 septembre, le Président Ghani a pris ses fonctions et, en collaboration avec M. Abdullah, le Chef du Gouvernement, il formera un gouvernement d'unité nationale. Le peuple afghan – les hommes et, fait encourageant, des millions de femmes – a fait preuve d'un grand courage en exerçant son droit constitutionnel à se rendre aux urnes, défiant les Taliban, qui avaient menacé de s'en prendre au processus électoral. Nous félicitons l'ONU et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'appui crucial qu'ils ont fourni aux institutions électorales afghanes durant ce processus. L'Allemagne, de même que d'autres partenaires membres de la communauté internationale, a également appuyé ce processus par des contributions substantielles.

Il est maintenant essentiel que le Président et le Chef du Gouvernement afghans continuent de collaborer étroitement, sur la base de la confiance mutuelle, pour affronter les nombreux problèmes qui se profilent pour l'Afghanistan. La réforme électorale et la consolidation des institutions électorales, de même que les réformes constitutionnelles, sont au cœur de l'accord sur l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale et doivent être mises en oeuvre en temps voulu. Les

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-64065(F)



Document adapté

Merci de recycler



réformes économiques doivent être menées rapidement afin de promouvoir la croissance économique et de créer des possibilités d'emploi pour l'ensemble de la population. Les graves restrictions budgétaires et des conditions de sécurité précaires exigent que le Gouvernement mette en place des processus efficaces de prise de décisions. Comme l'a souligné le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Frank-Walter Steinmeier, durant sa récente visite en Afghanistan, tous les acteurs du Gouvernement d'unité nationale doivent honorer leur responsabilité en ce qui concerne l'avenir du pays et continuer de faire passer leurs ambitions personnelles au second plan.

Deuxièmement, ce projet de résolution reflète le tournant remarquable que vont bientôt prendre l'Afghanistan et ses partenaires internationaux en ce qui concerne la transition du secteur de la sécurité. Dans moins de six semaines, le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité prendra fin, et les Forces nationales de sécurité afghanes assumeront la responsabilité pleine et entière de la sécurité du peuple afghan. Depuis le début du processus de transition, l'Armée nationale afghane et la police locale afghane ont continué de renforcer leurs capacités et ont montré qu'elles étaient de plus en plus capables de faire face aux problèmes de sécurité, même au prix fort. Toutefois des difficultés persistent, et les progrès faits jusqu'à présent ne sont pas encore irréversibles.

Le projet de résolution souligne donc la détermination de la communauté internationale à continuer d'appuyer les forces de sécurité afghanes au-delà de la transition. Durant le sommet organisé au pays de Galles, l'OTAN et les pays partenaires ont réaffirmé leur volonté de continuer d'épauler les Forces nationales de sécurité afghanes. Début 2015, à l'invitation du Gouvernement afghan, ils mettront en place la mission Soutien résolu qui sera chargée de former, d'assister et de conseiller les Forces nationales de sécurité afghanes. Ils contribueront à l'aide financière apportée aux forces de sécurité afghanes et se sont engagés à renforcer le partenariat à long terme avec l'Afghanistan. Le Gouvernement allemand a lui aussi proposé de continuer d'accompagner les forces de sécurité afghanes. Nous félicitons le nouveau Gouvernement afghan d'avoir signé rapidement un accord de sécurité bilatéral avec les États-Unis et un accord sur le statut des forces avec l'OTAN, deux préalables indispensables à la poursuite de l'appui de la communauté internationale.

En fin d'année, à Londres, l'Afghanistan et ses partenaires internationaux se réuniront pour renouveler l'engagement à long terme de la communauté internationale durant toute la durée de la décennie de la transformation. Cet engagement, pris par le Gouvernement afghan et ses partenaires internationaux à la Conférence de Bonn de 2011 et réaffirmé à la Conférence de Tokyo de 2012, est fermement ancré dans le principe de la responsabilité mutuelle. S'appuyant sur ce cadre unique, la communauté internationale s'est engagée à verser 16 milliards de dollars d'ici à 2015 à l'appui de la stabilisation économique et politique de l'Afghanistan. Elle s'est en outre engagée à maintenir son appui, au même niveau que durant la décennie écoulée, ou à un niveau proche, jusqu'en 2017, conformément aux principes de l'efficacité de l'aide. En contrepartie, le Gouvernement afghan a promis de s'employer de manière plus résolue à atteindre ses objectifs en matière de gouvernance et de développement.

Ces 10 dernières années, l'Afghanistan a, de fait, accompli des progrès remarquables dans différents domaines, y compris la santé, l'éducation et les infrastructures. Néanmoins, il est absolument essentiel de poursuivre les efforts afin de préserver et de consolider les acquis de ces dernières années. Comme l'indique le projet de résolution, il demeure essentiel de préserver et de consolider les avancées en matière de protection et de promotion des droits de l'homme et en ce qui concerne la participation égale des hommes et des femmes à toutes les sphères de la vie afghane. La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption doivent être renforcées, un objectif dont le nouveau Président afghan a chargé le Gouvernement dans son discours d'investiture. Enfin, le Processus d'Istanbul, sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui vise à renforcer la coopération et le dialogue dans la région, a fait un nouveau pas en avant lors de la dernière Conférence ministérielle tenue à Beijing en octobre. L'Allemagne, qui appuie ce processus, espère que des progrès seront faits pour tirer pleinement parti de son potentiel et favoriser la confiance et la coopération dans la région d'ici à la prochaine Conférence ministérielle, que le Gouvernement pakistanais a généreusement proposé d'accueillir.

Ces avancées, qui marquent un tournant, indiquent que le partenariat à long terme entre l'Afghanistan et la communauté internationale évolue. Il est cependant essentiel de comprendre que la redéfinition même de ces relations devrait les renforcer. C'est également le

message principal du projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Le nouveau Gouvernement afghan a pris ses fonctions il y a quelques semaines seulement. Il se trouve face à des problèmes considérables, et le Gouvernement d'unité nationale a clairement fait part de sa détermination à s'attaquer énergiquement à ces problèmes, ce qu'il a déjà démontré. Nous ne doutons pas que cette volonté d'améliorer la vie des citoyens afghans orientera l'action du nouveau Gouvernement. En adoptant ce projet de résolution aujourd'hui, une nouvelle fois par consensus, l'Assemblée générale réaffirmera son attachement à un avenir prospère et pacifique en Afghanistan et enverra un message d'appui fort au Gouvernement et au peuple afghans.

Pour terminer, je tiens à remercier toutes les délégations qui ont participé aux consultations de cette année, et en particulier mon collègue l'Ambassadeur Tanin ainsi que son équipe pour leur dévouement et leur étroite coopération.

**M. Tanin** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Tandis que nous sommes réunis à l'Assemblée générale pour adopter le projet de résolution de cette année sur la situation en Afghanistan (A/69/L.20), je tiens à remercier tous les États Membres qui ont participé aux négociations sur ce texte. Je remercie également les Ambassadeurs Braun et Thoms, ainsi que leur équipe à la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'ONU, Daniel Schemske en particulier, pour leur travail acharné afin de faciliter ces négociations.

À la fin de l'année, le Gouvernement afghan assumera la responsabilité pleine et entière de la sécurité du pays. Le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité, autorisée par le Conseil de sécurité au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, doit prendre fin le 31 décembre, et l'Afghanistan se dirigera alors vers la normalisation de son statut international en tant que pays souverain. Cela fait une décennie que nous nous employons à atteindre cet objectif. Il s'agit d'une réalisation majeure et d'une avancée importante sur la voie d'un Afghanistan pacifique, souverain et prospère.

Même si le rôle offensif de l'ONU va prendre fin, l'Afghanistan et l'OTAN maintiendront un partenariat stratégique à long terme. L'OTAN continuera de former, de conseiller et d'assister les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes au-delà de 2014 dans le cadre de sa mission Soutien résolu, sur la base de l'accord sur le statut des forces conclu entre l'OTAN et

l'Afghanistan et de l'accord de coopération en matière de sécurité et de défense convenu entre l'Afghanistan et les États-Unis d'Amérique. Nous nous félicitons que l'Assemblée appuie cette nouvelle mission. Je saisis également cette occasion pour remercier sincèrement, au nom de mon gouvernement, tous les civils et militaires internationaux, hommes et femmes, qui ont œuvré aux côtés de leurs partenaires afghans pour garantir un avenir meilleur au peuple afghan. Les Afghans n'oublieront jamais leur sacrifice et leur dévouement, auxquels ils rendront toujours hommage.

L'Afghanistan sort d'une élection historique qui a marqué la première passation démocratique des pouvoirs d'un Président à un autre, un tournant important dans la transition multiforme de l'Afghanistan. Bien que les problèmes rencontrés durant la période électorale ont mis à l'épreuve notre détermination, la sagesse des dirigeants de mon pays et l'appui des partenaires et amis de l'Afghanistan nous ont permis de surmonter les difficultés et d'avancer vers un avenir soudé, pacifique, démocratique et prospère. La formation d'un Gouvernement d'unité nationale a créé un climat de plus grande ouverture et participation politiques. Cela permettra aux Afghans de toutes les composantes de la société de contribuer au développement économique et social du pays, à la viabilité de l'État afghan et de ses forces de sécurité ainsi qu'à la paix et à la sécurité de l'Afghanistan et de l'ensemble de la région.

Le Président afghan nouvellement élu, S. E. M. Mohammad Ashraf Ghani Ahmadzai, s'emploie activement, conjointement avec le Gouvernement d'unité nationale, à mener un vaste programme de réforme dans le but de tenir les promesses électorales et de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans tout le pays. Je voudrais mettre l'accent sur trois éléments clefs de ce programme de réforme complet.

Le premier est l'élimination de la corruption. La corruption compromet l'efficacité de l'État, la sécurité, la confiance que l'opinion place dans le Gouvernement et les progrès en faveur de la paix et de la prospérité. Elle alimente l'insurrection, le népotisme et les intérêts illicites. La lutte contre la corruption est un aspect essentiel du programme de réforme gouvernemental. Dans son discours d'investiture, le Président Ghani a insisté sur sa politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption. Dès son entrée en fonctions, le Président a enjoint la Cour suprême de rouvrir le dossier de l'affaire de la Banque de Kaboul. Depuis lors, la Cour a condamné les dirigeants de la banque à 15 ans de

prison, ordonné le paiement d'amendes substantielles et gelé les avoirs des personnes accusées de corruption. D'autres suspects vont à présent faire l'objet d'enquêtes concernant leur implication dans ce scandale qui porte sur le détournement de 900 millions de dollars. Cette décision courageuse témoigne de la ferme volonté du Gouvernement d'éradiquer la corruption et de mettre fin à l'impunité.

Concernant le renforcement de la responsabilité démocratique, de la gouvernance et de l'état de droit, les dirigeants afghans sont en train de mettre sur pied un gouvernement fonctionnel fondé sur le mérite, dans le droit fil de leur engagement global à instaurer une gouvernance efficace à tous les niveaux. En outre, nous allons réformer les institutions électorales, les processus électoraux et les lois y relatives, et adopter les amendements à la Constitution qui s'imposent. Le Gouvernement va aussi s'employer à réformer le système judiciaire et toutes les institutions chargées de l'application de la loi, notamment en prenant des mesures concrètes pour étendre l'accès à la justice et faire respecter les droits de tous les citoyens afghans, en particulier ceux des femmes et des filles. J'attire l'attention sur le fait que le Gouvernement a récemment adopté le Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité, qui constitue une avancée importante à cet égard.

S'agissant de promouvoir la croissance économique et le développement social, le Gouvernement d'unité nationale est déterminé à entreprendre des réformes économiques pour stimuler la croissance et lutter contre la pauvreté, les inégalités et le chômage. Il s'agira notamment de renforcer la coopération entre le Gouvernement et le secteur privé, de supprimer les obstacles à l'investissement et au commerce, de promouvoir des moyens de subsistance durables, de relancer la lutte contre les stupéfiants et d'utiliser de manière efficace l'aide afin de consolider le développement et la stabilité. La poursuite de la mise en œuvre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo reste au cœur de ces efforts, et nous attendons avec intérêt la réunion ministérielle sur l'Afghanistan qui se tiendra à Londres le mois prochain. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Royaume-Uni d'accueillir cette importante réunion.

Les Afghans sont victimes du terrorisme et de la violence depuis près de 40 ans. La violence perpétrée par les terroristes, les extrémistes et les groupes armés illégaux continue jour après jour d'avoir des effets

dévastateurs sur l'ensemble des civils, notamment les femmes et les enfants, et représente le plus grand obstacle au progrès politique, économique et social du pays. Les Forces nationales de sécurité afghanes continuent de faire preuve de professionnalisme et de courage pour protéger la population afghane. À l'avenir, le Gouvernement d'unité nationale œuvrera sans relâche pour continuer de renforcer la capacité des Forces nationales de sécurité afghanes de garantir la sécurité de la nation et préserver les acquis de la dernière décennie. L'appui constant de nos partenaires internationaux, en particulier par l'intermédiaire de la nouvelle mission de l'OTAN, est indispensable au succès de ces efforts.

Mais le pays ne parviendra pas à la paix uniquement par des efforts militaires. Le Président Ghani a appelé tous les opposants armés au Gouvernement à entamer des pourparlers politiques et à jouer le rôle qui leur revient dans l'édification d'un Afghanistan fort et prospère. Le Gouvernement afghan s'emploie à mettre en place un vaste cadre politique ouvert à tous pour une paix durable, et a entrepris de faire un nouveau geste en direction de l'opposition armée ainsi que des efforts de réconciliation nationale. Il s'agit d'un processus dirigé et pris en main par les Afghans, mais parallèlement, nous sommes conscients du rôle important de nos voisins et des pays de la région, en particulier la République islamique du Pakistan, pour contribuer aux efforts que nous déployons pour mettre fin au conflit. Le Président Ghani a quant à lui entrepris de sérieux efforts pour parvenir à un règlement politique lors de ses récentes visites en Arabie saoudite, en Chine et au Pakistan ainsi qu'au cours de ses entrevues et de ses échanges avec les dirigeants de divers pays, qu'ils soient voisins, partenaires ou simplement issus de la région.

La coopération régionale est vitale non seulement pour la paix et la sécurité, mais aussi pour la prospérité de l'Afghanistan et de la région tout entière. À cet égard, le Gouvernement afghan est déterminé à renforcer la coopération avec ses voisins et ses partenaires régionaux. La semaine dernière, le Président Ghani a effectué une visite historique en République islamique du Pakistan, où les dirigeants des deux pays ont noué un dialogue amical et tourné vers l'avenir, et conclu des accords concrets relatifs à l'amélioration des relations bilatérales dans les domaines de l'économie, du commerce et de l'investissement. La visite a suscité un élan d'optimisme sans précédent et jeté les bases d'une coopération à long terme entre nos deux nations.



En octobre, le Président Ghani a effectué une autre visite d'État historique en République populaire de Chine, où des mesures audacieuses ont été prises pour accroître la coopération dans les domaines du développement et de la stabilisation économiques. Cette visite a coïncidé avec la Conférence ministérielle de suivi annuelle de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui s'est tenue à Beijing le 31 octobre et a réaffirmé les engagements visant à renforcer la sécurité et la coopération régionales afin de garantir un Afghanistan sûr et stable. Nous sommes reconnaissants au Gouvernement chinois de son leadership et d'avoir accueilli la réunion, et remercions la République islamique du Pakistan d'avoir accepté d'accueillir la prochaine Conférence ministérielle sur le Processus d'Istanbul en 2015. Le Président afghan entend resserrer les contacts au niveau de la région, et assistera donc au prochain sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale qui aura lieu à la fin du mois à Katmandou.

L'approfondissement de la coopération régionale ouvrira la voie à une économie continentale florissante au cœur de l'Asie. L'Afghanistan peut considérablement contribuer au développement et à la prospérité de la région tout entière s'il libère le potentiel du pays à servir de plaque tournante en termes de liaisons et de commerce pour toute l'Asie. Tout cela nécessite la mise en œuvre de projets énergétiques et électriques majeurs, tels que le pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde et le Projet de commerce et d'approvisionnement en hydroélectricité en Asie centrale et en Asie du Sud, ainsi que la construction d'un vaste réseau de transport régional, comprenant des voies de chemin de fer et des autoroutes. Tous les partenaires régionaux peuvent apporter leur pierre à l'édifice en travaillant de manière concertée et en associant les chambres de commerce et les milieux d'affaires à des projets conjoints et coordonnés, afin de concrétiser ce potentiel.

Le nouveau Gouvernement met l'accent sur le renouveau de la coopération régionale, mais nos partenariats à long terme avec la communauté internationale au sens large demeurent néanmoins l'épine dorsale de nos efforts en faveur de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité en Afghanistan. L'appui de la communauté internationale nous a permis de bâtir un nouvel Afghanistan, et restera indispensable pendant la décennie de la transformation qui se profile. La prochaine visite du Président à Londres, pour assister à la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, ainsi que sa visite aux États-Unis seront des étapes importantes

pour relancer et approfondir notre coopération et notre partenariat mutuels avec la communauté internationale.

Au cours des 13 dernières années, la communauté internationale s'est engagée à un niveau sans précédent aux côtés du Gouvernement afghan afin de l'aider dans ses efforts pour instaurer la paix et la stabilité. Bien que les objectifs fixés il y a plus d'une décennie n'aient pas encore été pleinement atteints, l'Afghanistan est déterminé à ramener durablement la paix, la sécurité et la prospérité dans le pays, avec le soutien de ses partenaires internationaux. L'ambitieux programme de réforme du Gouvernement afghan, la collaboration de toutes les forces politiques afghanes et l'appui du peuple afghan nous permettront de mettre un terme au discours destructeur de l'extrémisme toxique et d'entamer une ère de paix. Ce faisant, nous changerons le cours de l'histoire du cœur de l'Asie pour le plus grand bien de notre peuple, de nos voisins, de l'ensemble de la région et de la communauté internationale.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Vrailas** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, l'Islande, la Serbie et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie, s'associent à cette déclaration. Je tiens à remercier toutes les délégations qui ont participé aux consultations sur le projet de résolution (A/69/L.20), et en particulier l'équipe allemande qui a si habilement facilité les négociations. Nous remercions également l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Je voudrais, tout d'abord, réaffirmer que l'Union européenne appuie pleinement le rôle important que continuent de jouer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et tous les organismes des Nations Unies qui soutiennent le peuple afghan et coordonnent l'aide fournie par la communauté internationale. Alors que la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité touche à sa fin et que les unités de combat internationales se retirent, l'Organisation des Nations Unies assumera un rôle plus important encore en aidant les autorités afghanes à s'assurer que les acquis sont préservés et qu'ils servent de fondement aux progrès à venir.

La communauté internationale s'apprête à se réunir à Londres, à l'occasion de la Conférence coprésidée par les Gouvernements afghan et britannique. Cette Conférence sera l'occasion pour le nouveau Gouvernement afghan de présenter un programme de réforme ambitieux et sérieux et d'entamer un processus visant à s'entendre sur la mise à jour du Cadre de responsabilité mutuelle, qui sera parachevé l'année prochaine lors la réunion des hauts responsables.

La Conférence de Londres sera également l'occasion pour la communauté internationale de réaffirmer sa détermination à soutenir durablement l'Afghanistan et de renouveler les engagements financiers qu'elle a pris jusqu'en 2017, sur la base du respect du principe de la responsabilité mutuelle. Elle permettra par ailleurs d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements énoncés dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, adopté lors de la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan en juillet 2012. L'Afghanistan a bénéficié d'une assistance internationale sans précédent, mais il faut absolument que cette aide soit maintenue au cours des prochaines années, car il est essentiel que les recettes publiques augmentent à l'avenir. L'Union européenne se félicite de la constitution du Gouvernement d'unité nationale et a récemment signé un accord visant à fournir jusqu'à 1,4 milliard d'euros ces sept prochaines années au titre de l'aide au développement. Conformément à la stratégie commune de l'Union européenne, ces fonds serviront à renforcer les institutions du pays afin que les Afghans puissent préserver les acquis de ces 13 dernières années, et à permettre la poursuite de la mise en place d'institutions nationales en fonction des besoins des Afghanes et des Afghans.

Les acquis ne peuvent être garantis que si le nouveau Gouvernement s'engage à adopter et à mettre en œuvre les réformes essentielles à l'amélioration de la gouvernance économique et politique du pays, y compris en s'attaquant au problème généralisé de la corruption. Il faut agir d'urgence pour prendre les mesures nécessaires qui permettront d'améliorer les perspectives de croissance économique et d'attirer l'investissement. Ce n'est qu'ainsi que l'Afghanistan pourra créer les emplois et accroître les recettes dont le pays a besoin pour véritablement voler de ses propres ailes. Il est toutefois peu probable que les investisseurs risquent leur capital si l'Afghanistan n'améliore pas la facilité de faire des affaires dans le pays et, en particulier, l'exécution des contrats en renforçant l'état de droit. Il est également nécessaire d'entreprendre des

réformes sérieuses dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants, qui alimente l'économie illicite.

L'incapacité à remédier aux injustices, réelles ou perçues, a été l'un des plus grands échecs de la précédente administration afghane et a apporté de l'eau au moulin des opposants au Gouvernement. Le nouveau Gouvernement a pris l'heureuse initiative de rouvrir l'enquête sur les pratiques de corruption qui ont conduit à l'effondrement de la Banque de Kaboul. L'Union européenne se félicite également de la désignation d'un nouveau Président de la Cour suprême et d'un nouveau Procureur général. Il est essentiel de continuer sur la voie des réformes et d'encourager toutes les composantes du système judiciaire à travailler ensemble de façon constructive pour remédier aux dysfonctionnements systémiques.

L'Afghanistan a accompli de grands progrès depuis 2001 dans la lutte contre la discrimination héritée du régime des Taliban. Si l'Union européenne appuie sans réserve un processus de réconciliation nationale, nous devons empêcher les Taliban de renouer avec leurs pratiques inacceptables d'antan. Il nous faut voir un processus démocratique qui promeut et respecte pleinement les droits de l'homme et la primauté du droit, y compris le droit des femmes et des filles à l'éducation et à une participation pleine et entière à la société afghane. Pour sa part, l'Union européenne prorogera le mandat de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan et continuera d'appuyer le renforcement des capacités de la police afghane et de l'état de droit. Une grande partie de l'arsenal juridique nécessaire pour reconnaître l'égalité des hommes et des femmes est désormais en place, mais une action de plus grande envergure et plus systématique s'impose afin d'assurer sa mise en œuvre intégrale et adéquate et garantir la participation des femmes sur un pied d'égalité aux processus de prise de décisions dans l'ensemble du pays.

En conclusion, tous ces défis exigeront un engagement ferme, tant du nouveau Gouvernement que de la communauté internationale. L'Union européenne et ses États membres resteront des partenaires indéfectibles, conformément à la nouvelle stratégie globale pour l'Afghanistan, qui a été approuvée au mois de juin. Nous saluons le rôle joué par la MANUA et nous rappelons qu'il est important de maintenir la présence de la Mission dans l'ensemble du pays, afin d'assurer la poursuite de l'acheminement de l'aide internationale.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : C'est pour moi un honneur que de prendre la

parole au nom des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) : la République d'Arménie, la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la République kirghize, la Fédération de Russie et la République du Tadjikistan.

Le peuple afghan vient de franchir une étape décisive dans son histoire : le transfert du pouvoir d'un chef d'État élu à un autre par le truchement des élections. Nous espérons que le dirigeant national nouvellement élu guidera les efforts visant à instaurer la paix et à réaliser des progrès dans le pays, et nous souhaitons à tous les Afghans, ainsi qu'aux nouveaux responsables, plein succès et toute la force nécessaire pour résoudre les problèmes qui les attendent. Malheureusement, il y en a beaucoup.

Chacun de nos pays est favorable à des relations amicales étroites avec l'Afghanistan, dans le respect mutuel de nos intérêts et sur la base d'une coopération sur un pied d'égalité. Nous avons tous intérêt à ce que les pronostics pessimistes concernant les perspectives de développement du pays, de même que sa sécurité et sa stabilité, ne se réalisent pas. Nous estimons que la signature, le 30 septembre, de l'accord de sécurité bilatéral entre l'Afghanistan et les États-Unis et de l'accord avec l'OTAN sur le statut des forces relève du droit souverain du peuple afghan et ne doit en aucun cas être contesté. Nous espérons que ces documents contribueront à renforcer la sécurité dans le pays. Nous notons, en outre, que la nouvelle mission, qui a été convenue avec les dirigeants afghans et renforcée par la résolution correspondante du Conseil de sécurité, fera partie intégrante du cadre de coopération internationale.

Nous sommes très préoccupés par la situation en matière de sécurité et sommes alarmés par la présence croissante d'éléments terroristes, extrémistes et radicaux qui cherchent à étendre leur sphère d'influence, non seulement en lançant des opérations de grande envergure, mais aussi en perpétrant des attaques terroristes méprisables, que nous condamnons avec fermeté. Les contacts qui auraient été établis entre l'État islamique d'Iraq et du Levant et l'opposition armée afghane en vue, notamment, de commettre ensemble des actes de sabotage dans le nord de l'Afghanistan, constituent une autre source d'inquiétude.

Une évaluation réaliste de la situation a conduit l'OTSC à prendre des mesures en vue de renforcer sa propre capacité de réaction collective face aux menaces et aux défis émanant d'Afghanistan. Nous avons l'intention de contrer les dangers que représentent

l'infiltration d'éléments déstabilisateurs en Asie centrale, la propagation d'idées fondamentalistes et le recrutement de combattants étrangers. Des groupes extrémistes affiliés à Al-Qaida ont sensiblement intensifié leurs activités le long de la frontière afghane avec les pays voisins de l'Asie centrale. L'accroissement de l'instabilité en Asie et au Moyen-Orient rend plus pressant le problème des forces armées étrangères.

Dans le contexte de la situation en Afghanistan, la réalisation de la réconciliation entre Afghans revêt également une importance accrue. Les États membres de l'OTSC appuient les efforts déployés par les dirigeants afghans à cette fin. À cet égard, nous espérons que les nouvelles autorités afghanes redoubleront d'énergie pour faire avancer cet aspect crucial de la normalisation de la situation dans le pays. Bien entendu, cela ne pourra se faire que si Kaboul prend l'initiative et que si la triade de principes bien connus est appliquée, à savoir que les terroristes déposent les armes, reconnaissent la Constitution de l'Afghanistan et rompent complètement leurs liens avec Al-Qaida et d'autres organisations terroristes, dans le strict respect du régime des sanctions du Conseil de sécurité. Les États de l'OTSC sont disposés à renforcer leur coopération, tant au sein de leur organisation qu'avec des partenaires étrangers, en particulier avec les autorités afghanes, afin de faire obstacle à la prolifération des risques dans toute la région.

Les pays membres de l'OTSC se déclarent vivement préoccupés par la forte augmentation du trafic de stupéfiants en Afghanistan. Depuis la réunion du Conseil de sécurité sur l'Afghanistan en juin, les États membres de l'OTSC ont adopté une position commune sur ce point. Les approches convenues face à la menace que représente le trafic de drogue, en particulier en Afghanistan, figurent dans le projet de stratégie de lutte contre les stupéfiants pour la période 2014-2020 de l'OTSC. Il convient de souligner qu'en dépit des efforts déployés par la communauté internationale et les autorités locales, les cartels afghans de la drogue continuent d'accroître la production de stupéfiants. Ce problème peut être considéré comme une menace à la paix et à la sécurité internationales. Si des mesures fermes ne sont pas prises pour détruire les cultures et les laboratoires, il sera impossible d'inverser la tendance actuelle et d'obtenir des résultats positifs. La communauté internationale et le Gouvernement afghan ont la responsabilité partagée d'enrayer la production et le trafic de drogue illicite.

Nous prenons note des efforts courageux déployés par les organismes afghans chargés de faire respecter la loi et des succès partiels qu'ils ont remportés dans la lutte contre le narcotrafic. Nous rendons hommage à ceux qui ont trouvé la mort ou ont été blessés dans ce combat difficile et parfois inégal. Nous estimons qu'enrayer l'expansion du trafic de drogue est l'une des mesures qui permettront d'assurer la sécurité en Afghanistan et fait partie intégrante de nos efforts collectifs pour lutter contre les menaces terroristes. À cette fin, les États membres de l'OTSC sont prêts à continuer d'apporter leur appui au renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes. En outre, notre organisation a déjà acquis une grande d'expérience en matière de lutte contre le trafic illicite d'opiacés afghans, notamment dans le cadre de l'opération Canal, qui en septembre 2008 a obtenu le statut d'opération régionale permanente de lutte contre les stupéfiants.

Les mécanismes mis en place dans le contexte de cette opération se sont avérés efficaces pour barrer les routes reliant le nord de l'Afghanistan à l'Europe empruntées par le trafic de drogue. Des mesures concrètes ont été prises l'an dernier dans le cadre des opérations spéciales Canal-Sud Rim et Canal-Valley pour fermer les voies utilisées par le trafic de stupéfiants en provenance d'Afghanistan et lutter contre les activités des trafiquants de drogue transnationaux qui utilisent le territoire des États de l'Asie centrale pour faire transiter la drogue en provenance d'Afghanistan, ce qui nous a permis de retirer 17,5 tonnes de drogues dures et de substances psychotropes de la circulation. En outre, 5 300 infractions ont été constatées et 25 200 affaires pénales ont été ouvertes. Nous nous félicitons que les Forces nationales de sécurité afghanes aient participé à ces opérations spéciales en tant qu'observateurs. Nous appelons l'OTAN et les forces déployées en Afghanistan à s'impliquer véritablement dans la lutte contre la production et le trafic de drogues illicites.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la volonté de nos pays de participer activement à des projets régionaux d'envergure visant à assurer un développement économique durable en Asie centrale et en Afghanistan. Il s'agit notamment de la mise en œuvre du Projet de commerce et d'approvisionnement en hydro-électricité en Asie Centrale et en Asie du Sud et de la construction du chemin de fer Turkménistan-Afghanistan-Tadjikistan. Nous sommes également disposés à envisager d'apporter notre appui en vue de créer les conditions nécessaires à la mise en service

du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde et en vue de la construction de liaisons ferroviaires et routières. Il importe de renforcer la coopération avec les organisations et les mécanismes régionaux qui participent à ces projets.

Nous espérons que les nouvelles autorités afghanes s'attelleront à édifier un État indépendant autonome, démocratique, neutre et engagé sur la voie du développement, qui soit à même de lutter efficacement contre le terrorisme et les stupéfiants. De leur côté, les pays de l'OTSC sont prêts à mobiliser tous les moyens et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accompagner ces efforts, aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral, au sein de diverses instances, afin de relever tous ces défis.

**M. Masood Khan** (Pakistan) (*parle en anglais*) : L'Afghanistan est au seuil d'une transformation historique. Dans ce contexte, le débat d'aujourd'hui et le projet de résolution de cette année sur l'Afghanistan (A/69/L.20) arrivent à point nommé. Le Pakistan remercie l'Allemagne d'avoir facilité les négociations sur le projet de résolution sur l'Afghanistan, dont le Pakistan s'est porté coauteur.

Nous tenons à rendre hommage au Représentant spécial sortant du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Ján Kubiš, qui a accompli un travail remarquable en tant que leader, médiateur et conciliateur. Sa bienveillance et la sagesse de ses conseils ont permis d'améliorer la réputation de l'ONU en Afghanistan et ont aidé ce pays à progresser vers la transition démocratique, la paix et la stabilité. Nous voudrions également le remercier d'avoir travaillé en lien étroit avec les dirigeants du Pakistan. Nous tenons à féliciter M. Nicholas Haysom de sa nomination en tant que nouveau Représentant spécial, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec lui. Je voudrais également remercier l'Ambassadeur Zahir Tanin de l'Afghanistan pour la déclaration très positive, constructive et tournée vers l'avenir qu'il a faite aujourd'hui.

Nous félicitons le peuple afghan pour la tenue des élections et la transition démocratique pacifique dans leur pays. Il s'agit d'une première dans leur histoire. Le Pakistan a appuyé le processus électoral en Afghanistan en renforçant la sécurité le long de sa frontière avec l'Afghanistan. Les relations entre le Pakistan et le nouveau Gouvernement d'unité nationale en Afghanistan ont commencé sur une note positive. Le Président Mamnoon Hussain a assisté à la cérémonie d'investiture du Président Ashraf Ghani Ahmadzai.



M. Sartaj Aziz, conseiller en matière de sécurité nationale et d'affaires étrangères, s'est rendu à Kaboul pour donner le ton d'un partenariat global et durable. La visite effectuée la semaine dernière par le Président Ghani à Islamabad a marqué un renouveau total de nos relations. Je me fais l'écho de l'Ambassadeur Tanin pour dire que cette visite a suscité un optimisme sans précédent. Un Afghanistan pacifique, stable, uni et prospère est absolument dans l'intérêt du Pakistan. Nos nations sont unies par la même foi, des liens de parenté et l'histoire.

Le Premier Ministre Muhammad Nawaz Sharif a présenté les grandes lignes de sa vision d'une coopération bilatérale à plusieurs niveaux sur le plan politique, économique, culturel et de la sécurité. Le Pakistan et l'Afghanistan sont déterminés à établir des partenariats économiques robustes grâce à l'expansion de leurs échanges commerciaux, à la promotion des investissements, à l'amélioration des infrastructures, à la construction de liaisons routières et ferroviaires et à la production d'énergie. Nous envisageons également de coopérer avec l'Afghanistan en matière de reconstruction, de sécurité des frontières et de défense, de renforcement des capacités, d'éducation et d'échanges parlementaires. Notre vision est celle d'une région paisible, reliée par des initiatives transrégionales telles que le Projet de commerce et d'approvisionnement en hydro-électricité en Asie Centrale et en Asie du Sud et le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde. Je donne ces détails sur les contacts récents entre le Pakistan et l'Afghanistan afin de rassurer le Secrétaire général quant au fait que nos deux pays, pour reprendre ses propos, sont effectivement en train de « repartir sur de nouvelles bases » et de faire une place plus grande à la coopération dans tous les domaines, notamment la sécurité et la lutte antiterroriste, y compris la mise en place d'échanges dans les domaines de la défense et du renseignement.

C'est à juste titre que l'accent est désormais mis sur une transition bien ordonnée en matière de sécurité en Afghanistan afin de préparer le terrain à la stabilité interne et au développement économique. Il faut éviter de répéter les erreurs du passé, lorsqu'on a abandonné l'Afghanistan à son sort. Nous nous félicitons de l'accord de sécurité bilatéral conclu par l'Afghanistan avec les États-Unis et de la convention sur le statut des forces conclue avec l'OTAN. Nous partageons l'avis du Secrétaire général qu'une assistance internationale solide aux institutions de sécurité afghanes sera nécessaire pendant plusieurs années. Dans ce contexte,

il importe d'appuyer les forces afghanes. Le Secrétaire général a attiré l'attention sur le sort des civils pris dans des tirs croisés et sur le nombre de morts et de blessés qui continue d'augmenter.

Après 2014, il ne faudra pas laisser les réseaux terroristes nationaux et internationaux, les insurgés et les groupes criminels exacerber les luttes intestines en Afghanistan. La réconciliation interafghane reste essentielle pour créer les conditions requises pour une paix et une stabilité durables en Afghanistan. Le processus de réconciliation sans exclusive, dirigé et contrôlé par les Afghans, que le nouveau Gouvernement est en train de lancer, est fondamental pour l'unité et le progrès du pays. Le Pakistan est prêt à appuyer ce processus.

Le Pakistan et l'Afghanistan sont tous les deux confrontés à la menace du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la criminalité transnationale, ainsi qu'à un environnement fragile en matière de sécurité. Nous combattons ces menaces avec la même détermination solide et des actions coordonnées. On ne doit pas permettre aux acteurs non étatiques de dicter les relations bilatérales entre le Pakistan et l'Afghanistan. Notre relation doit être basée sur le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, et marquée par la confiance et la coopération. De notre côté, nous avons lancé l'opération Zar-e-Azb pour neutraliser les terroristes et démanteler leurs réseaux. Nous appliquons une politique de tolérance zéro envers eux. Notre pays est nos vaillantes forces armées sont déterminés à mener cette guerre jusqu'au bout.

Il n'y a pas de bons et de mauvais terroristes. Les terroristes sont des criminels, un point c'est tout. Nous les combattons sans distinction ni différenciation. Le territoire pakistanais sera nettoyé du fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent. Une action de l'autre côté de la frontière permettra de s'assurer de l'annihilation de l'idéologie toxique du terrorisme et des agents qui mettent en oeuvre ses noirs desseins. À cet égard, nous nous félicitons des mesures prises par le Gouvernement afghan pour mener des opérations simultanées de son côté de la frontière afin de remédier à des problèmes précis de sécurité.

Le dernier rapport en date du Secrétaire général (A/69/540) s'inquiète vivement de la situation économique, en particulier de la chute précipitée de la croissance et du recul de la confiance des investisseurs. Nous espérons que les engagements pris au titre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo se matérialiseront

afin de stimuler la croissance aux niveaux local, régional et national. C'est essentiel pour préserver la stabilité en Afghanistan. Nous attendons avec intérêt le renouvellement des engagements internationaux en faveur de l'Afghanistan à la conférence ministérielle de Londres le mois prochain. Le rapport du Secrétaire général parle également d'un essor de l'économie illicite, qui est à la fois un symptôme et une source d'incertitude. Nous espérons que la communauté internationale aidera le Gouvernement afghan et les autres pays de la région à lutter contre le trafic de stupéfiants et à promouvoir les priorités de développement afin de renforcer son économie licite.

Nous sommes encouragés par la décision du Président Ghani d'accorder la priorité aux réfugiés. Plus de trois millions de réfugiés sans papiers continuent de vivre au Pakistan, alors que l'aide internationale qui leur est fournie s'est amenuisée au fil des ans. Nous sommes le pays qui accueille de manière récurrente le plus grand nombre de réfugiés. Malgré les limites de nos ressources, nous avons prolongé le séjour des réfugiés au Pakistan jusqu'à la fin 2015. Trois mesures s'imposent pour faire face à la situation des réfugiés au Pakistan : premièrement, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés doit accroître son aide; deuxièmement, la communauté des donateurs internationaux, qui entend aider le nouveau Gouvernement afghan dans sa tâche de reconstruction, doit allouer des fonds à la réinsertion et au rapatriement des réfugiés. Enfin, troisièmement, le Gouvernement afghan doit lui-même, dans sa planification, accorder une attention particulière aux moyens de subsistance et au logement des réfugiés qui rentrent dans le pays afin qu'ils puissent se réintégrer en Afghanistan.

Nous accordons beaucoup d'importance à la coopération et à la connectivité comme moyens d'assurer la stabilité régionale. Nous félicitons la Chine de la tenue réussie le mois dernier d'une réunion du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie. Le Pakistan aura le plaisir d'accueillir la prochaine réunion en 2015. Le Premier Ministre Nawaz Sharif a indiqué la semaine dernière au Président Ashraf Ghani que le Pakistan se tiendrait aux côtés de l'Afghanistan dans ses efforts pour parvenir à la paix et au progrès alors qu'il entame sa décennie de la transformation. En 1930, le poète et philosophe Allama Iqbal a qualifié l'Afghanistan de *Qalb-e-Asia*, ou « cœur de l'Asie ». Il a écrit et je traduis :

« L'Asie est comme un corps vivant. Le cœur qui bat dans ce corps est la patrie des Afghans. Détruire l'Afghanistan serait détruire l'Asie. C'est de son progrès et de sa prospérité que dépend le bien-être de l'Asie ».

Plus de huit décennies plus tard, ces vers restent d'actualité. Le peuple afghan est maître de son destin, un destin qu'il est en train de définir aujourd'hui dans la perspective d'un avenir radieux. Nous lui souhaitons ainsi qu'à son nouveau gouvernement tout le succès possible.

**M. Al Musharakh** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Les Émirats arabes unis réaffirment leur appui au projet de résolution présenté à l'Assemblée générale aujourd'hui sur la situation en Afghanistan (A/69/L.20), et tiennent à indiquer de nouveau qu'ils s'en sont portés coauteurs. Les Émirats arabes unis estiment qu'il importe de redoubler d'efforts à l'appui de la République islamique d'Afghanistan et de son peuple, engagés dans un processus nouveau qui les conduira à la sécurité et à la stabilité ainsi qu'au développement économique durable et au progrès social véritable et sans exclusive pour tous les membres de la société afghane. Nous félicitons aussi le nouveau Président afghan, M. Ashraf Ghani Ahmadzai, et lui souhaitons plein succès dans sa présidence.

Les Émirats arabes unis soulignent qu'il importe que la communauté internationale continue de se tenir aux côtés de l'Afghanistan pour l'aider à assumer les responsabilités qui lui reviennent et à mettre en œuvre les engagements pris aux conférences de Kaboul, de Bonn, de Tokyo, d'Istanbul de Lisbonne et de Chicago. Nous attendons avec intérêt la conférence prévue à Londres le mois prochain sur la relance de l'économie afghane. Les Émirats arabes unis réaffirment aussi leur volonté d'épauler l'Afghanistan, dont la stabilité est synonyme de stabilité pour la région tout entière, y compris les Émirats.

Les Émirats arabes unis se félicitent des avancées enregistrées sur le plan politique ainsi que de la réussite du processus électoral afghan. Ils félicitent aussi le Secrétaire général et son Représentant spécial pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de leur appui à un processus politique dirigé par les Afghans. Nous réaffirmons qu'il importe d'accompagner le processus politique sous conduite afghane et d'aider les forces afghanes à assumer la responsabilité de la sécurité par la formation, le financement et d'autres formes d'appui

nécessaires. La stabilité et la sécurité de l'Afghanistan sont la garantie de son développement et du progrès de sa société. Nous insistons également sur l'importance du processus de réconciliation nationale en Afghanistan aux fins du rapprochement par le dialogue pacifique de toutes les parties de la société afghane, dont la femme est un élément fondamental.

Sur les plans humanitaire et du développement, les Émirats arabes unis poursuivent la mise en œuvre de leurs projets en Afghanistan par l'intermédiaire du Comité permanent de l'aide humanitaire et du développement, chargé de la coordination de l'action de l'ensemble des donateurs et institutions caritatives émiriens au sein d'un cadre unifié visant à aider le peuple afghan à répondre à ses besoins fondamentaux dans les différents domaines. Nous avons également continué de mettre en œuvre différents projets d'infrastructure, tels que la construction de routes, écoles et mosquées dans toutes les régions d'Afghanistan.

Les Émirats arabes unis continuent également d'apporter une assistance au peuple afghan par l'intermédiaire de la coopération avec différents autres États et institutions, pour la mise en œuvre de projets à long terme visant à renforcer l'économie afghane et à mettre en valeur ses ressources humaines. Ainsi, nous avons mis sur pied, dans le cadre d'un projet unique en son genre, l'initiative Fatima bint Mohammed, un programme de fabrication de tapis afghans, qui, depuis son démarrage, a gagné en ampleur jusqu'à représenter maintenant 20 % du produit intérieur brut du pays, et qui donne des emplois à plus de 4 000 personnes, dont 70 % de femmes, auxquelles il apporte un revenu quotidien correspondant aux besoins fondamentaux d'une famille afghane et dépassant même le revenu moyen par tête en Afghanistan. Il ouvre désormais la voie à l'accès aux marchés mondiaux de l'industrie du tapis, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement durable des Émirats arabes unis pour l'Afghanistan, qui comprend aussi la lutte contre le chômage en milieu rural. Les Émirats arabes unis travaillent également à des projets dans le domaine de la santé, tels qu'une coentreprise en partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates pour la vaccination des enfants en Afghanistan, à laquelle nous avons versé 33 millions de dollars pour appuyer l'action mondiale visant à éliminer la poliomyélite d'ici à 2018.

L'Afghanistan a longtemps été et demeure une victime du terrorisme et de l'extrémisme. À cet égard, les Émirats arabes unis soulignent la nécessité

de redoubler d'efforts au niveau international pour combattre le terrorisme et l'extrémisme, dont les effets néfastes sur le développement des sociétés ne sont plus à démontrer. Nous avons, pour notre part, mis en place un cadre politique dans lequel nous nous efforçons de coordonner notre action afin de renforcer notre législation nationale, notre droit et notre réglementation, et établi, notamment, à ce titre une liste nominative d'organisations terroristes, telles qu'Al-Qaïda, sur la base des dispositions de notre Loi fédérale n° 7 de 2014 sur la lutte contre les crimes terroristes. À cet égard, nous continuerons de coordonner notre action avec celle des autres partenaires dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, dont nous sommes membre, et du centre Hedayah, qu'accueille notre pays à Abou Dhabi, et qui est le premier centre international d'excellence destiné à la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Nous nous sommes également toujours efforcés de plaider en faveur de la modération en islam. Nous l'avons fait, notamment, par l'intermédiaire de la formation d'imams afghans, dans le cadre d'un programme doté par nos soins d'un budget de 44 millions de dirhams émiriens, et qui consiste en deux phases, dont la première s'est achevée au début de l'année et a permis de former avec succès 11 000 imams, tandis que la seconde, qui s'achèvera en septembre 2015, vise à former 20 000 autres imams, dont 1 500 femmes. De plus, 230 personnes ainsi formées seront qualifiées pour former à leur tour d'autres stagiaires, ce qui est de nature à constituer une contribution efficace et durable à la création d'un climat de modération pour les décennies à venir.

Pour terminer, nous tenons à souligner la volonté des Émirats arabes unis de fournir le soutien nécessaire au peuple afghan et nous espérons vivement poursuivre le dialogue et les discussions entre nos deux pays en vue de renforcer la coopération et la coordination dans les domaines du développement et de la sécurité.

**M. Wang Min** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite du rapport présenté à l'Assemblée générale par le Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (A/69/540) et appuie l'adoption aujourd'hui par l'Assemblée du projet de résolution A/69/L.20 sur l'Afghanistan.

Après plusieurs décennies de guerre et de troubles, le peuple afghan est entré dans une phase cruciale de transformation, à trois niveaux – politique, économique et sécuritaire –, une phase porteuse de possibilités

nouvelles en ce qui concerne l'unité et la stabilisation du pays, la paix et la reconstruction, auxquelles s'ajoute le règlement de tâches difficiles. Le peuple afghan aspire à l'unité, à une croissance stable et à la paix avec ses voisins, autant d'objectifs qui sont également de l'intérêt collectif de la communauté internationale, et il nous incombe à l'évidence d'aider à résoudre les problèmes de l'Afghanistan le plus vite possible. La Chine appuie à cet égard le rôle moteur que continue de jouer l'Organisation des Nations Unies à la tête de la coordination de l'aide internationale à l'Afghanistan afin de veiller à la complémentarité, à la synergie et à la cohérence des efforts de toutes les parties prenantes.

Je voudrais insister sur les points suivants. Premièrement, nous devons respecter le droit du peuple afghan de choisir sa voie en toute indépendance. L'Afghanistan est doté d'une histoire et de conditions nationales qui lui sont propres, et il revient au peuple afghan d'explorer comme il l'entend la route qu'il souhaite emprunter, compte dûment tenu des circonstances actuelles. Au cours du déplacement effectué récemment par le Président Ghani Ahmadzai en Chine, à l'invitation du Président Xi Jinping, les deux pays ont publié un communiqué conjoint sur le renforcement de leur partenariat de coopération stratégique. La Chine tient à réaffirmer son appui à la position que défend l'Afghanistan s'agissant du maintien de son indépendance nationale, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, fidèle en cela au respect du peuple chinois pour le droit du peuple afghan de disposer de lui-même. À la cérémonie d'ouverture de la quatrième séance ministérielle du Processus d'Istanbul, le Premier Ministre chinois, M. Li Keqiang, a également fait savoir que la Chine estimait le peuple afghan avisé et capable de gérer lui-même ses propres affaires afin de pouvoir vivre dans la paix et la stabilité.

Deuxièmement, nous devons déployer tous les efforts pour promouvoir le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan. Pour ramener la paix et la stabilité, il est vital que le pays adosse ce processus à une politique d'ouverture et à une réconciliation politique la plus large possible. Comme l'a fait observer le Président Xi Jinping durant sa rencontre avec le Président Ghani, toutes les parties doivent oeuvrer pour que le processus de paix et de réconciliation soit pris en charge et piloté par les Afghans. La Chine espère que chacune des parties afghanes prendra part à ce processus et que la communauté internationale y apportera une aide constructive.

Troisièmement, nous devons appuyer l'Afghanistan dans ses efforts pour instaurer la sécurité et la stabilité dans le pays. La sécurité, en Afghanistan, reste troublée. La communauté internationale doit appuyer le pays dans ses efforts pour accroître les capacités de ses forces de sécurité et de police face aux menaces de tous types, de façon à ce qu'il puisse se relever et se reconstruire.

Quatrièmement, nous devons aider l'Afghanistan à accélérer son développement national sur les plans social et économique. La pauvreté et le sous-développement fournissent un terreau fertile pour l'extrémisme. C'est pourquoi nous devons aider l'Afghanistan à développer son économie afin que son peuple puisse vivre heureux. La communauté internationale doit honorer l'engagement qu'elle a pris d'aider l'Afghanistan à réaliser un développement économique durable.

Cinquièmement, nous devons aider l'Afghanistan à s'intégrer à la coopération régionale. Le pays ne pourra ni se développer ni être prospère sans l'appui et l'assistance de la communauté internationale, en particulier les pays de la région. La communauté internationale doit aider l'Afghanistan à développer ses relations extérieures, et notamment à améliorer la confiance mutuelle et la coopération dans divers domaines avec les pays de la région sur la base du respect et des avantages mutuels, afin que le pays puisse mieux s'engager dans la coopération économique régionale et renforcer son développement général.

Le Gouvernement chinois appuie et promeut depuis longtemps la paix et la reconstruction en Afghanistan. La Chine continuera résolument à mettre en œuvre une politique d'amitié avec ce pays, et à développer son partenariat stratégique. La Chine continuera d'aider l'Afghanistan à renforcer ses capacités et à intensifier sa coopération dans des domaines tels que l'infrastructure, l'agriculture, la production d'électricité et l'exploitation des ressources minérales. Nous prévoyons également d'offrir un plus grand nombre d'ateliers de formation et davantage d'assistance dans les domaines de l'éducation, de la sécurité et autres.

Il y a peu, le Gouvernement chinois a accueilli à Beijing la quatrième Conférence ministérielle du Processus d'Istanbul sur la question de l'Afghanistan, laquelle a eu un effet positif sur la promotion du Processus d'Istanbul et a facilité le règlement rapide des questions afghanes et l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables, ainsi que le développement économique et social de la région. La Chine continuera



d'apporter son plein appui à ce pays dans les efforts qu'il déploie pour améliorer ses relations avec ses voisins, renforcer la sécurité régionale et faciliter son engagement dans la coopération régionale.

Nous nous félicitons de la participation des Afghans à l'édification de la zone économique de la route de la soie. À un moment où le peuple afghan, qui a beaucoup souffert de la guerre, envisage l'avenir plein d'aspirations et d'espoirs, il n'y a rien de plus important ni de plus précieux que la compréhension, le soutien et l'accompagnement des pays voisins et amis. La Chine continuera de fournir l'aide et l'appui nécessaires à l'Afghanistan, de faire tout ce qui est en son pouvoir en tant que pays voisin et d'assumer les responsabilités d'un grand pays en développement. La Chine continuera de coopérer avec la communauté internationale et de mener des efforts inlassables pour contribuer à instaurer un développement et une sécurité durables, ainsi que la prospérité de l'Afghanistan et de la région.

**M. Mukerji** (Inde) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier le Président d'avoir organisé ce débat sur la situation en Afghanistan. Je voudrais également remercier la délégation allemande d'avoir coordonné les négociations intergouvernementales sur cette question de manière remarquable, ce qui nous a amenés jusqu'au présent projet de résolution annuel de l'Assemblée générale (A/69/L.20). L'Inde est heureuse de se porter coauteur de ce projet de résolution – comme nous l'avons fait ces dernières années – qui est traditionnellement adopté par consensus.

Je tiens tout d'abord à féliciter le peuple afghan pour son nouveau Gouvernement d'unité nationale, dirigé par le Président Ashraf Ghani Ahmadzai et le Premier Ministre exécutif Abdullah Abdullah.

Le peuple afghan a fait preuve de beaucoup de patience et de fortitude au cours des derniers mois, ce qui a permis de créer l'espace et les délais politiques nécessaires aux deux candidats à l'élection présidentielle et à leurs partisans pour examiner les éléments qui ont rendu possible la formation du Gouvernement d'unité nationale. Cette patience et cette fortitude attestent encore une fois du ferme appui de l'opinion publique afghane à un système politique démocratique. Cela permettra de préserver les avancées enregistrées dans la reconstruction politique ces 13 dernières années. C'est également un témoignage de la détermination farouche du peuple afghan à vaincre le terrorisme et l'extrémisme. Nous ne doutons aucunement que le Président Ghani Ahmadzai et le Premier Ministre exécutif Abdullah

garderont cela à l'esprit lorsqu'ils s'attelleront aux tâches difficiles qui les attendent, notamment la formation rapide d'un nouveau Gouvernement afghan conformément à l'accord relatif au Gouvernement d'unité nationale, la mise en œuvre des réformes électorales et l'organisation d'une loya jirga constitutionnelle qu'ils auront eux-mêmes fixée.

Malgré les grands efforts et sacrifices consentis tant par les troupes internationales que par le personnel des Forces nationales de sécurité afghanes, le fléau du terrorisme et de l'extrémisme continue de faire peser une menace sur la paix et la stabilité de l'Afghanistan. Que ces groupes terroristes et extrémistes continuent de survivre, en dépit des immenses pressions militaires exercées sur eux, ne fait que rappeler qu'ils continuent de bénéficier d'un appui en dehors de l'Afghanistan, et qu'ils ont également accès aux ressources des réseaux transnationaux de groupes terroristes et criminels. Ce n'est que lorsque cet appui cessera et que les liens avec ces réseaux seront brisés que le fléau du terrorisme sera vaincu.

La réconciliation des membres de l'ancien régime des Taliban fait partie intégrante de l'action menée par le Gouvernement afghan pour assurer la réconciliation nationale. Le succès du programme de réconciliation nationale dépendra de sa transparence; il devra être dirigé par le Gouvernement afghan et pris en main par les Afghans, et il devra respecter la Constitution afghane et les lignes rouges internationales. Il faudra pour cela que toutes les parties concernées fassent montre d'une coopération sincère.

L'Afghanistan s'engage également dans une nouvelle phase de sa transition économique. Dans la situation économique mondiale actuelle, alors que nos budgets nationaux sont mis à rude épreuve et qu'il existe un sentiment de lassitude chez la plupart des pays donateurs traditionnels, la réussite du secteur privé afghan est la clef du succès de la transition économique. En tant que pays chef de file des mesures de confiance fondées sur l'investissement dans les échanges commerciaux, actuellement mises en place dans le cadre du Processus d'Istanbul, l'Inde a acquis une certaine expérience en la matière. L'un des messages constants que nous recevons des entreprises du secteur privé qui souhaitent sérieusement s'implanter sur le marché afghan est que, si la sécurité est une question qui peut parfois être gérée, le manque de connectivité de l'Afghanistan avec des ports et avec des régions d'Asie qui connaissent une croissance économique plus rapide

est un obstacle de taille. L'Inde a eu des entretiens avec les Gouvernements iranien et afghan pour examiner la façon dont nous pourrions collaborer à un projet visant à développer le port iranien de Chahbahar, ce qui permettrait d'améliorer l'accès à la mer et de donner un coup de fouet aux activités de reconstruction économique dans l'ouest de l'Afghanistan. Nous espérons que d'autres projets similaires de renforcement de la connectivité en faveur de l'Afghanistan seront menés à bien par la communauté internationale et seront donc considérés comme un domaine d'action prioritaire dans nos efforts collectifs en faveur du programme de reconstruction économique de l'Afghanistan. Le Président Ghani Ahmadzai a joué un rôle de premier plan à cet égard, et les efforts qu'il a déployés doivent trouver un plein écho.

Il s'agit d'une décennie de la transformation cruciale pour l'Afghanistan. L'Inde est fière d'être le premier partenaire stratégique de l'Afghanistan. Nous partageons la vision qu'a le peuple afghan d'un pays fort, indépendant, uni et prospère, ce pour quoi un grand nombre d'Afghans ont consenti de grands sacrifices. L'Inde fera tout ce qui est possible dans les limites de ses capacités et de ses moyens pour collaborer avec le Gouvernement afghan et avec son peuple en vue de réaliser leur vision. L'Afghanistan a également besoin du soutien sans faille de la communauté internationale.

**Mme King** (Australie) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/69/L.20 reconnaît à juste titre les principaux succès enregistrés cette année en Afghanistan, ainsi que la persistance des problèmes de sécurité et des difficultés économiques et de développement. Par ailleurs, il souligne l'importance vitale de la poursuite de partenariats efficaces entre l'Afghanistan et la communauté internationale.

L'investiture en septembre du Président Ghani Ahmadzai et la mise en place d'un Gouvernement d'unité nationale, avec M Abdullah Abdullah, au poste de premier ministre exécutif, a marqué la première passation de pouvoir démocratique dans l'histoire de l'Afghanistan. L'Australie félicite les millions d'Afghans qui ont fait la preuve de leur attachement à un avenir démocratique et qui ont bravé la menace très réelle de la violence pour participer à deux tours de scrutin, ce qui a été véritablement un succès historique. Nous demandons instamment au Président Ghani Ahmadzai et au Premier Ministre exécutif Abdullah de continuer à œuvrer dans un esprit de coopération, car un gouvernement stable, engagé et participatif sert l'intérêt de l'ensemble du

peuple afghan et est indispensable pour protéger les acquis de la dernière décennie.

Les Forces nationales de sécurité afghanes ont assumé un rôle central en matière de sécurité il y a plus d'un an de cela, et elles sont aujourd'hui sur la bonne voie pour en assumer l'entière responsabilité d'ici à la fin de 2014. Les Forces nationales de sécurité ont assuré la sécurité des élections et dirigent désormais 99 % des opérations spéciales et traditionnelles. L'existence de Forces nationales de sécurité afghanes efficaces et durables est fondamentale pour la stabilité à long terme de l'Afghanistan, mais il sera nécessaire de poursuivre l'assistance en faveur du renforcement de leurs capacités. La mission à caractère civil Soutien résolu conduite par l'OTAN continuera de former, de conseiller et d'aider ces forces. L'Australie participera à la mission Soutien résolu et versera 100 millions de dollars par an, de 2015 à 2017, pour le renforcement des Forces nationales de sécurité afghanes. Nous comptons sur le Gouvernement afghan pour faire en sorte que l'aide de la communauté internationale soit utilisée efficacement.

Tandis que l'Afghanistan se dirige vers une indépendance accrue, la croissance économique doit être une priorité pour le Gouvernement. Cette croissance doit profiter à toute la population. Il faut remédier aux inégalités qui se creusent et les femmes doivent se voir donner les moyens de participer pleinement à l'économie afghane. Surtout, la croissance économique devra être sous-tendue par des politiques saines favorisant le commerce et l'investissement et par un ensemble de règles garantissant la transparence et la confiance. Le nouveau Gouvernement est déjà à l'œuvre pour mener les réformes si nécessaires. La réouverture de l'enquête concernant la fraude bancaire survenue à la Kabul Bank est un premier signe important de la fermeté de la position de la nouvelle Administration face à la corruption.

L'Afghanistan a également considérablement progressé dans le domaine des droits de l'homme. La Constitution afghane consacre désormais l'égalité des droits entre hommes et femmes. Trois millions de filles afghanes sont aujourd'hui scolarisées, alors qu'il n'y en avait quasiment aucune en 2001. Au cours des élections qui se sont tenues cette année, des millions d'Afghanes ont exercé leur droit de vote, et il y a eu beaucoup de femmes élues. L'Australie se félicite de la création récente du Conseil consultatif national des femmes. Cette dynamique positive doit se poursuivre.

Nous espérons fermement que l'Afghanistan veillera à la pleine mise en œuvre de la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes et parachevera et appliquera son plan d'action national en faveur des femmes, la paix et la sécurité, afin de garantir que les femmes jouent un rôle dans le processus de paix et de réconciliation. Fervents défenseurs de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, nous nous félicitons de l'annonce récente selon laquelle la Commission conserve sa note « À » suite à l'examen réalisé par le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme.

Depuis la chute des Talibans en 2011, l'Afghanistan a parcouru beaucoup de chemin, avec l'appui de la communauté internationale. Nous comptons sur l'Afghanistan pour poursuivre la consolidation des réalisations obtenues pendant la transition dans les domaines de la sécurité, de la politique et de l'économie, et continuer d'améliorer la situation des droits de l'homme. La communauté internationale reste déterminée à accompagner l'Afghanistan dans cette tâche. L'accord bilatéral de sécurité signé avec les États-Unis et la convention sur le statut des forces signée avec l'OTAN forment les instruments juridiques qui permettront à la mission Soutien résolu de continuer à aider les Forces nationales de sécurité afghanes à assurer la sécurité de la population afghane. En outre, la prochaine conférence de Londres sera une importante occasion de débattre avec l'Afghanistan de la poursuite de la coopération au service du développement au titre de Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. De surcroît, un mandat solide a été confié à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour continuer d'épauler l'Afghanistan.

De lourds défis se dressent devant l'Afghanistan sur sa route vers un avenir sûr et pacifique. L'Australie, avec le reste de la communauté internationale, est fermement décidée à aider l'Afghanistan. Nous entendons le faire en étroite partenariat avec un Gouvernement afghan enthousiaste, transparent et responsable. Nous remercions l'Allemagne d'avoir coordonné les négociations sur le projet de résolution A/69/L.20 relatif à l'Afghanistan, et l'Ambassadeur Tanin pour ses importantes contributions. Avec plus de 80 coauteurs, dont l'Australie, le projet de résolution envoie un signal fort quant à la poursuite de l'appui international à l'Afghanistan. Nous espérons qu'il sera adopté par consensus.

**M. Yoshikawa** (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier sincèrement l'Ambassadeur Harald Braun de l'Allemagne et ses collègues d'avoir mené les consultations sur le projet de résolution A/69/L.20 relatif à l'Afghanistan. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Zahir Tanin de l'Afghanistan de la déclaration détaillée qu'il a prononcée au début du présent débat, ainsi que de son engagement constructif en vue réunir le consensus.

Coauteur du texte, le Japon se félicite d'exprimer son appui au projet de résolution dont l'Assemblée est saisie. Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et, en particulier, à l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Ján Kubiš, qui a brillamment dirigé la Mission pendant son mandat. Dans ce prolongement, je tiens à exprimer mes félicitations à M. Nicholas Haysom, le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général, ainsi qu'à mon compatriote, l'Ambassadeur Tadamichi Yamamoto, qui devient lui le nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire général. Avec cette nouvelle équipe dirigeante, je suis sûr que la MANUA continuera à jouer un rôle central à l'appui du processus politique et de développement socioéconomique dirigé par les Afghans.

Le Japon se félicite de l'investiture de M. Mohammad Ashraf Ghani Ahmadzai en tant que nouveau Président de l'Afghanistan, et de M. Abdullah Abdullah comme nouveau Premier Ministre exécutif. Ils prennent leurs fonctions à un moment absolument crucial. Alors que le pays se lance dans la décennie de la transformation afin de parvenir à la paix et à la stabilité, grâce notamment à des finances durables et à une économie viable, le nouveau Gouvernement doit relever de multiples défis. À cet égard, je voudrais m'arrêter sur trois questions qui revêtent une importance particulière, à savoir l'évolution du processus politique, l'amélioration de l'ordre et de la sécurité publics et, enfin, la poursuite des efforts pour parvenir au développement durable.

Premièrement, en ce qui concerne le processus politique, le Japon félicite le peuple afghan d'avoir effectué la première transition démocratique de son histoire. Le processus électoral a été l'illustration de la volonté politique et du courage de millions d'hommes et de femmes afghans. Nous sommes heureux d'avoir appuyé ce processus grâce, entre autres, à la fourniture de matériel électoral et d'une aide au renforcement des capacités de la Commission électorale indépendante.

Toutefois nous avons été désappointés par les multiples retards qu'a connus le processus de l'élection présidentielle. En outre, il est regrettable que plus de 50 jours après l'investiture du Président, des postes gouvernementaux clefs ne soient toujours pas pourvus.

Nous invitons les nouveaux dirigeants à former un gouvernement d'ouverture sans délai et à répondre à la demande du peuple afghan, qui souhaite que le processus politique aille de l'avant. Nous comptons sur le nouveau Gouvernement pour concrétiser ses promesses de campagne concernant la corruption et le trafic de stupéfiants, ainsi qu'en matière de réforme politique. Nous espérons également des progrès dans le processus de réconciliation politique avec les Taliban. De plus, dans l'optique des futures élections, notamment celle à la Chambre du peuple, la Wolesi Jirga, en 2015, il faudra tirer les enseignements des scrutins passés pour renforcer le processus démocratique et faire en sorte qu'il soit plus transparent.

J'en viens deuxièmement à la question de l'ordre et de la sécurité publics. La fin de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) à la fin de l'année 2014 marquera un tournant dans la marche de l'Afghanistan vers l'indépendance. À cet égard, nous nous félicitons de la récente signature de l'accord bilatéral de sécurité entre l'Afghanistan et les États-Unis, ainsi que de la convention sur le statut des forces avec l'OTAN. Nous tenons aussi à saluer les efforts courageux de la FIAS, qui, depuis sa création en 2001, a fourni une assistance en matière de sécurité à l'Afghanistan.

De plus, nous nous félicitons du fait que la mission de l'OTAN, Soutien résolu, continuera au-delà de 2014 de fournir une aide aux forces et aux institutions afghanes chargées de la sécurité. L'ordre public et la sûreté constituent les fondements du processus de développement de l'Afghanistan et de l'engagement sur place de la communauté internationale. Si la communauté internationale veut empêcher le pays de redevenir un terrain du terrorisme, il est impératif qu'elle maintienne son engagement en Afghanistan.

À cet égard, le Japon a versé plus de 1 milliard de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan, que gère le Programme des Nations Unies pour le développement. Dans ce cadre, le Japon fournit ce mois une aide financière et technique destinée à la formation d'environ 200 policières afghanes en Turquie. Nous comptons que notre contribution au

Fonds servira, sous bonne supervision, à renforcer les capacités de maintien de l'ordre des forces afghanes.

Mon troisième point concerne le développement durable. À la Conférence de Tokyo de 2012, l'Afghanistan et la communauté internationale ont mis en place le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, qui réaffirme leur partenariat aux fins de la croissance économique et du développement, et à l'aide d'un processus de responsabilité mutuelle. À la Conférence de Londres sur l'Afghanistan qui se tiendra le mois prochain au titre du suivi de la Conférence de Tokyo, nous comptons sur l'Afghanistan pour renouveler ses engagements en matière de gouvernance et de développement. Inversement, nous comptons sur la communauté internationale pour continuer de manifester son appui à l'Afghanistan.

Le Japon est le deuxième donateur, par ordre d'importance, à l'Afghanistan. Il a versé environ 5,4 milliards de dollars en contributions depuis 2001 et a déjà déboursé plus de 2 milliards de dollars sur les 3 milliards qu'il s'était engagé à décaisser à la Conférence de Tokyo de 2012. Mais il s'agit également d'un engagement fondé sur la responsabilité mutuelle. À la condition que le nouveau Gouvernement afghan honore ses engagements, le Japon continuera pour sa part de s'acquitter des engagements qu'il a pris en termes d'assistance à la Conférence de Tokyo.

L'aide du Japon à l'Afghanistan est une marque de notre soutien au peuple afghan dans son cheminement vers le développement durable. Alors que l'Afghanistan opère sa transition critique vers l'autosuffisance, la paix et la prospérité, le Japon se tient prêt à lui offrir son aide en coopération avec la communauté internationale.

**M. Oyarzun Marchesi** (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord adresser les remerciements de ma délégation à l'Ambassadeur Tanin et souscrire à la déclaration prononcée par le Chef de la délégation de l'Union européenne.

Au cours des 13 dernières années, la communauté internationale a mené à bien, conjointement avec l'Afghanistan, un immense effort. Les avancées ont été notables; cependant elles sont toujours fragiles.

Sur le plan politique, les attentats terroristes incessants et les difficultés économiques du pays n'ont pas empêché une passation pacifique du pouvoir qui restera dans l'histoire. L'Espagne estime très positive la conclusion par le Gouvernement afghan de l'accord bilatéral de coopération avec les États-Unis en matière



de sécurité et de l'Accord sur le statut des forces avec l'OTAN, qui permettront d'apporter assistance et conseils aux forces afghanes.

En 2014, l'Afghanistan achève sa transition et débute une décennie de transformation. À son terme, le pays devrait disposer de mécanismes propres, solides et efficaces pour assurer pleinement sa sécurité. Au cœur de la décennie de transformation réside la collaboration de la communauté internationale et de l'Afghanistan qui, à partir de maintenant, se déploiera sur la base des engagements au sommet pris récemment au pays de Galles et dans les conférences de Tokyo, et dont les résultats, nous l'espérons, seront confirmés à la prochaine conférence de Londres, les 3 et 4 décembre.

À cet égard, l'Espagne souhaite mettre un accent particulier sur la nécessité de consolider les progrès accomplis dans le domaine des droits de la femme, consacrés dans la Constitution afghane. J'aimerais à ce titre féliciter le Gouvernement afghan de l'adoption en octobre 2014 du Plan national afghan sur les femmes, la paix et la sécurité, et l'encourager à travailler sans relâche, au cours de la nouvelle phase qui s'ouvre maintenant, à un avenir dans lequel les femmes puissent participer à part entière à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'Afghanistan, sur un pied d'égalité absolue avec les hommes.

Les avancées des 13 dernières années pourraient également être compromises par les problèmes économiques. C'est la raison pour laquelle nous nous réjouissons tout particulièrement de ce que le nouveau Gouvernement d'unité nationale de l'Afghanistan ait exprimé sa détermination d'entreprendre au plus tôt les réformes nécessaires et d'honorer les engagements contractés dans ces domaines. De même, nous encourageons le Gouvernement dans ses efforts en faveur d'une réconciliation profonde et durable au sein de la société afghane. Faute d'une réconciliation totale, il ne peut y avoir d'espoir en l'avenir, dans la société afghane comme dans toute autre société.

Je souhaite, pour terminer, redire à quel point l'Espagne est attachée à la stabilisation et à la transformation de l'Afghanistan, ainsi qu'au progrès à long terme du pays et à l'édification d'une société pacifique, démocratique et prospère, dans l'intérêt de tous les Afghans. Nous nous félicitons à cet égard de l'appui général dont a bénéficié une fois de plus le projet de résolution de l'Assemblée générale (A/69/L.20) dont l'Espagne s'est portée cette fois encore coauteur et

que nous adoptons aujourd'hui. Ce projet de résolution constitue sans aucun doute un document cardinal dans le cadre de l'engagement de la communauté internationale auprès de l'Afghanistan.

**M. Dehghani** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer les remerciements de ma délégation et ses félicitations au Président de l'Assemblée générale pour l'organisation de la présente séance consacrée à l'examen de la situation en Afghanistan. J'aimerais également remercier le Secrétaire général de son rapport (A/69/540).

La République islamique d'Iran a vraiment hâte de voir la paix et la prospérité régner chez son voisin d'Afghanistan. Nous continuons de faire tout ce qui est en notre pouvoir à cette fin, puisque la sécurité de l'Afghanistan influe, directement et indirectement, sur la sécurité de la région, et notamment de mon propre pays.

Nous félicitons le peuple afghan de sa large participation à l'élection présidentielle en dépit de la menace que faisaient peser les groupes extrémistes et terroristes. Nous nous félicitons également de la formation du Gouvernement d'unité nationale, avec à sa tête le Président, M. Ashraf Ghani Ahmadzai, et le Premier Ministre exécutif, M. Abdullah Abdullah.

Nous voulons croire que toutes les forces politiques travailleront de concert, conformément à la Constitution afghane, dans le but de renforcer la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan, afin de permettre à ce dernier d'assurer sa paix et sa prospérité futures, dans l'intérêt de l'ensemble du peuple afghan. Le nouveau Gouvernement est l'expression de la volonté réelle du peuple afghan et doit à ce titre bénéficier du respect et du soutien de la communauté internationale.

S'agissant de l'importante question des arrangements en matière de sécurité, toutes les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la situation en Afghanistan, y compris le projet de résolution présenté aujourd'hui (A/69/L.20), soulignent avec insistance que toutes les mesures visant à appuyer la formation, l'équipement, le financement et le développement des Forces nationales de sécurité afghanes au-delà de 2014, y compris la mission Soutien résolu, doivent être prises en consultation avec le Gouvernement afghan et avec son assentiment, ce qui témoigne de la ferme volonté de la communauté internationale de respecter la

souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan.

Nous continuons d'appuyer l'Afghanistan et le peuple afghan. L'Iran a accueilli des millions de réfugiés afghans depuis plus de trois décennies. Les réfugiés afghans encore dans notre pays fréquentent nos établissements scolaires et universitaires subventionnés par le Gouvernement et utilisent nos services de santé et de sécurité sociale. Sur la base des informations fournies par nos ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur, cette année, plus de 320 000 étudiants afghans étaient inscrits dans nos écoles et plus de 7 000 dans nos universités. Nous continuons à élargir notre coopération bilatérale, en particulier sur les questions de sécurité et la lutte contre le trafic de stupéfiants, tout en mettant au point des projets et en établissant une coopération économique dans les domaines de l'infrastructure et de l'agriculture et en cherchant à trouver des solutions durables au problème des réfugiés afghans.

La poursuite de la coopération entre l'Afghanistan, ses voisins et ses partenaires régionaux dans les domaines du commerce, des échanges économiques et des projets de développement doit être davantage soutenue et renforcée. Nous sommes convaincus que le renforcement des liens économiques peut aboutir à la paix et renforcer la sécurité et la stabilité dans le pays.

S'agissant de la lutte contre les stupéfiants, nous sommes particulièrement préoccupés par les informations indiquant que la culture du pavot à opium en Afghanistan a presque doublé depuis 2012, ce qui constitue une véritable menace pour la région et au-delà. Le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent y remédier. Nous nous félicitons de l'initiative prise par le Ministre afghan de la lutte contre les stupéfiants d'organiser une conférence sur les relations de bon voisinage à Kaboul en janvier 2014, avec la participation des ministres ou des chefs d'entités de lutte contre les stupéfiants en provenance de la Chine, de l'Iran, du Pakistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.

Grâce au ferme appui et à l'engagement des donateurs internationaux, des autorités afghanes et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la menace que représentent la culture du pavot et le trafic de drogues, l'une des principales sources de revenus des groupes extrémistes et terroristes, pourrait être considérablement réduite. À cet égard, la communauté internationale devrait soutenir l'Initiative triangulaire sur la lutte contre les stupéfiants entre

l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, qui est essentielle non seulement pour le renforcement de la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, mais aussi pour répondre aux graves préoccupations exprimées par les États voisins et les pays de transit et de destination du trafic de drogues.

Nous appuyons la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les organismes des Nations Unies dans les efforts qu'ils déploient pour fournir une aide au développement en faveur de la reconstruction du pays par l'intermédiaire d'un processus solide d'engagement régional sur des questions telles que la sécurité des frontières, l'immigration, le retour des réfugiés et les mesures de lutte contre la drogue. Le rôle de la MANUA doit être renforcé, compte tenu de l'évolution attendue en Afghanistan cette année. Le rôle futur de l'ONU en Afghanistan va augmenter en raison de la multiplicité et de la complexité des problèmes. C'est pourquoi nous regrettons d'apprendre que les ressources qui lui sont allouées vont être réduites.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer toute mon appréciation à M. Ján Kubiš, ancien Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MANUA, pour son dévouement et les services remarquables qu'il a rendus à l'Afghanistan. Nous lui souhaitons plein succès et bonne chance dans ses futures fonctions. Je tiens également à souhaiter la bienvenue à son successeur, M. Nicholas Haysom.

Enfin, le Gouvernement de la République islamique d'Iran souhaite une nouvelle fois exprimer son appui continu à la promotion de la sécurité, de la stabilité et d'un développement durable en Afghanistan et exprime son plein appui au nouveau Gouvernement de ce pays.

**M. Pressman** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont heureux de se joindre aux autres États Membres pour se porter coauteurs du projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/69/L.20). Le texte réaffirme l'engagement pris par la communauté internationale d'aider le peuple et le Gouvernement afghans dans leurs efforts visant à accroître la sécurité, la liberté et la prospérité dans le pays.

L'année 2014 a déjà été pour l'Afghanistan le théâtre de la première passation de pouvoir pacifique et démocratique et de la formation d'un Gouvernement d'unité nationale dirigé par le Président Ghani. La détermination du peuple afghan s'est manifestée par sa grande participation au scrutin, malgré les risques en

matière de sécurité, et le choix des deux candidats à la présidence – l'unité plutôt que la division – a montré le profond attachement des Afghans à la poursuite du développement démocratique du pays et à sa marche vers une stabilité durable. Tandis que le nouveau Gouvernement s'attache à relever des défis redoutables, y compris la préparation des élections parlementaires, la réforme constitutionnelle, la lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants tout en développant l'économie licite, il continuera d'avoir besoin du ferme appui de la communauté internationale.

En adoptant ce projet de résolution, l'Assemblée générale a décidé de réaffirmer sa volonté de répondre à ce besoin. Elle ne peut pas et ne doit pas oublier que les Afghans, avec l'appui de la communauté internationale, continuent à développer le pays sous la menace constante d'attaques par des groupes armés illégaux, dont les attaques contre les civils démontrent toute la brutalité. Les forces afghanes ont fait preuve de courage et deviennent chaque jour de plus en plus capables de protéger la population afghane.

Les États-Unis et leurs partenaires restent déterminés à appuyer la poursuite de leur développement après que la Force internationale d'assistance à la sécurité aura achevé sa mission à la fin de l'année. Dans un avenir proche, l'OTAN et ses partenaires, sur l'invitation du Gouvernement afghan et en étroite coordination avec lui, formeront, conseilleront et aideront les forces afghanes, l'objectif ultime étant de mettre en place des forces de sécurité professionnelles et autonomes, capables d'assurer la sécurité de l'Afghanistan.

Aussi importants que sont les progrès politiques et dans le domaine de la sécurité, une stabilité durable en Afghanistan ne sera pas possible sans une croissance et un développement socioéconomique soutenus. Le Gouvernement afghan doit faciliter les activités de développement en s'attaquant vigoureusement à la corruption et en défendant l'état de droit afin que les Afghans et leurs partenaires commerciaux puissent mener leurs activités commerciales de manière prévisible et dans un environnement juridique juste. Il est encourageant de constater que le Président Ghani a fait d'emblée de la lutte contre la corruption une priorité de son gouvernement.

Mais une fois de plus, le soutien de la communauté internationale peut jouer un rôle important pour la promotion du développement, non seulement par le biais de l'aide au développement, mais aussi au travers d'efforts, notamment de la part des voisins de l'Afghanistan, visant

à intégrer l'Afghanistan dans l'économie régionale et mondiale. Des manifestations telles que la Conférence ministérielle « Au cœur de l'Asie » qui vient de s'achever en Chine, ainsi que la prochaine Conférence de Londres, sont des occasions pour le Gouvernement afghan et la communauté internationale de se concentrer sur ce facteur déterminant de la stabilité de l'Afghanistan. Les États-Unis encouragent tous les participants à tirer le maximum de profit de ces possibilités.

L'Organisation des Nations Unies a été et continuera d'être un important centre de coordination de l'appui international en faveur de l'Afghanistan. La Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan et d'autres éléments des Nations Unies ont joué un rôle critique et digne d'éloges cette année dans la vérification des élections et continueront d'être appelés à fournir des conseils en matière électorale et sur les questions juridiques notamment. Dans le cadre de ces efforts, l'ONU continuera de bénéficier du soutien et du partenariat des États-Unis d'Amérique, tandis que nous travaillons avec elle et avec tous nos partenaires pour appuyer les Afghans dans leurs efforts visant à transformer leur pays.

Les progrès de cette dernière décennie ont été réels et tangibles. Les Afghans ont vu une amélioration de l'accès à l'éducation pour tous les enfants, y compris les filles. Moins d'un million d'élèves étaient scolarisés en 2001, dont aucune fille. Aujourd'hui plus de 8,3 millions d'élèves sont inscrits à l'école, dont un tiers de filles. En 2001, il n'y avait quasiment aucun média afghan indépendant, seule régnait la propagande des Taliban. Aujourd'hui les Afghans peuvent choisir entre 175 radios FM différentes, 75 chaînes de télévision et lire des centaines de publications. Les progrès dont nous sommes témoins ont changé positivement la vie de la population et offrent un socle solide à partir duquel le peuple afghan, avec l'appui de la communauté internationale, va pouvoir forger un avenir meilleur pour le pays.

**M<sup>me</sup> Paik Ji-ah** (République de Corée) (*parle en anglais*) : La République de Corée se félicite de la première passation démocratique des pouvoirs de l'histoire de l'Afghanistan. Nous estimons que la récente investiture du nouveau Président afghan, conformément à l'accord politique relatif à la formation d'un Gouvernement d'unité nationale, annonce une nouvelle ère dans les efforts dirigés par les Afghans sur la voie de la paix et de la prospérité.

Nous saluons tout particulièrement le courage et la détermination du peuple afghan, notamment les femmes, qui a participé activement aux élections en dépit des menaces de violence brandies par les Taliban et d'autres groupes terroristes. Il convient également de saluer l'appui de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et des observateurs électoraux internationaux durant le processus électoral.

Le nouveau Gouvernement afghan se trouve face à une multitude de défis, concernant notamment les questions de sécurité, de gouvernance et de droits de l'homme. Étant donné le transfert de la responsabilité de la sécurité aux Forces nationales de sécurité afghanes et le retrait de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) à la fin de l'année, la poursuite de l'assistance internationale va être déterminante. À cet égard, nous accueillons favorablement la déclaration des dirigeants de la FIAS publiée à l'occasion du sommet du pays de Galles sur l'Afghanistan, qui prévoit la création d'une mission de courte durée, la mission Soutien résolu, pour former, conseiller et appuyer les forces afghanes et par laquelle les membres de la FIAS s'engagent à continuer de financer les Forces nationales de sécurité afghanes au-delà de 2014. Nous nous félicitons également de la signature de l'accord bilatéral de sécurité entre les États-Unis et l'Afghanistan ainsi que de la convention sur le statut des forces entre l'OTAN et l'Afghanistan.

Ma délégation est consciente que la transition ne suppose pas seulement l'amélioration de la sécurité, mais également la pleine prise en main de la gouvernance par les Afghans eux-mêmes. La décision de la communauté internationale de fournir un appui à long terme est subordonnée aux progrès que le Gouvernement afghan réalisera dans les domaines clefs prévus par le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. La conférence de Londres sur l'Afghanistan, en décembre, sera une occasion importante de faire le bilan des progrès accomplis et de réaffirmer les engagements pris par la communauté internationale.

Le Gouvernement afghan doit redoubler d'efforts pour promouvoir les droits de l'homme, en particulier ceux des femmes, ainsi que la bonne gouvernance, notamment la lutte contre la corruption et l'économie illicite. Nous appelons, à cet égard, à la pleine mise en œuvre de la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes et de la loi contre le blanchiment d'argent.

Le renforcement du dialogue régional et des mesures de confiance est également primordial

pour garantir la paix et la sécurité à long terme de l'Afghanistan. Nous prenons note de la quatrième Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, organisée à Beijing le 31 octobre, et de la déclaration de Beijing, qui ont permis au Processus d'Istanbul de continuer d'aller de l'avant.

Le processus de réconciliation nationale dirigé et pris en main par les Afghans sera fondamental pour l'instauration durable de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Nous espérons que, sous la direction du nouveau Gouvernement d'unité nationale, de nouveaux progrès interviendront dans le dialogue politique et les négociations de paix entre tous les acteurs concernés.

Le projet de résolution (A/69/L.20), dont nous sommes saisis aujourd'hui et qui devrait être adopté par consensus, incarne la volonté politique de l'ensemble des États Membres d'accompagner le peuple afghan dans son processus politique et de reconstruction nationale. La République de Corée a pris une part active aux efforts internationaux en faveur de la reconstruction et de la stabilité de l'Afghanistan depuis qu'elle a rejoint l'équipe des pays participant à la FIAS, en 2010. Dans le cadre de ces efforts, notre équipe de reconstruction de province était présente à Parwan jusqu'en juin, axant son travail sur quatre domaines : la santé et les soins, l'éducation, la gouvernance et le développement rural. En outre, sur les 500 millions de dollars qu'il s'est engagé, en 2011, à fournir à l'Afghanistan, mon gouvernement a versé à ce jour quelque 250 millions d'aide financière, pour le renforcement des Forces nationales de sécurité afghanes et le développement socioéconomique du pays.

Nous allons continuer d'aider l'Afghanistan, y compris par des contributions financières, au-delà de 2014, afin que le Gouvernement et le peuple afghans puissent instaurer un Afghanistan prospère, stable et démocratique pour tous les Afghans.

**M<sup>me</sup> Jakubonė** (Lituanie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier l'Allemagne et les autres États qui ont préparé le projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/69/L.20). La Lituanie espère qu'il sera adopté par consensus.

La Lituanie s'associe à la déclaration qui a été faite au nom de l'Union européenne.

L'année a été riche en défis pour la nation afghane, défis qu'elle a su relever. L'élection présidentielle a marqué la première transition démocratique de l'histoire moderne de l'Afghanistan. En outre, elle s'est déroulée



alors que les Forces nationales de sécurité afghanes prenaient en main la responsabilité de la sécurité du pays. Bien que la situation demeure fragile, le bon déroulement de ces processus est la preuve de la volonté et de la capacité de l'Afghanistan de continuer sur la voie de l'édification d'un pays stable, pacifique et prospère pour tous les Afghans, hommes, femmes et enfants, dans lequel ils se sentent en sûreté et en sécurité.

L'Afghanistan a maintenant d'urgence besoin d'un gouvernement d'unité nationale qui fonctionne et soit en mesure de mettre en œuvre les réformes pressantes qui s'imposent. Un accent particulier devra notamment être mis sur le renforcement de l'état de droit, la gestion de la situation en matière de sécurité, la protection des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et la lutte contre la production et le trafic de stupéfiants. La production illicite d'opium menace la sécurité et le développement du pays et de la région tout entière, et l'*Enquête de 2014 sur la production d'opium en Afghanistan* montre d'ailleurs une tendance préoccupante à une augmentation de la culture du pavot à opium. Nous invitons l'Afghanistan et la communauté internationale à intensifié leurs efforts conjoints pour encourager des modes de subsistance de remplacement et lutter contre le crime organisé.

La Lituanie est un partenaire solide de l'Afghanistan, dont elle défend et appuie les grands objectifs. Nous allons poursuivre notre coopération en matière politique et au service du développement, y compris l'appui au renforcement des capacités institutionnelles, de la société civile, de la croissance économique, du développement social et des initiatives régionales, comme cela a été réaffirmé au sommet de Chicago, à la Conférence de Tokyo et dans d'autres rassemblements.

La Lituanie, qui a connu une transformation radicale au cours des dernières décennies, est prête à faire profiter l'Afghanistan de son expérience dans divers domaines de l'édification de l'État, y compris le renforcement de la coopération régionale. Selon nous, la coopération régionale est fondamentale pour renforcer la stabilité et faciliter le développement de l'Afghanistan et de la région tout entière. Nous appuyons les initiatives régionales concernant l'Afghanistan, telles que le Processus d'Istanbul, la Conférence sur la coopération économique régionale et d'autres. L'avenir de l'Afghanistan dépend aussi de la participation positive de ses voisins.

Maintenant que la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) touche à sa fin, il est primordial de poursuivre le renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes pour garantir le maintien de la sécurité et de la stabilité dans le pays. La Lituanie va continuer de soutenir les Forces nationales de sécurité afghanes, grâce à une aide financière mais aussi à sa participation à la mission Soutien résolu. Cette mission à caractère civil, qui a pour objectif de former, conseiller et aider les Forces nationales de sécurité afghanes, fait fond sur les résultats obtenus par la FIAS.

La requête du Gouvernement afghan en faveur de la poursuite de la formation, des conseils et de l'appui prodigués aux Forces nationales de sécurité afghanes et la signature de l'accord bilatéral de sécurité entre les États-Unis et l'Afghanistan et de la convention sur le statut des forces entre l'OTAN et l'Afghanistan donnent une solide base juridique à cette nouvelle mission. Nous demandons instamment à l'Afghanistan de ratifier les deux accords afin que l'assistance à la sécurité puisse se poursuivre sans entraves. La Lituanie souhaite par ailleurs que le Conseil de sécurité adopte une résolution, qui doit être élaborée en consultation avec le Gouvernement afghan.

La Lituanie contribue également aux efforts du Gouvernement afghan dans le cadre de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL). La décision de proroger le mandat d'EUPOL en Afghanistan jusqu'à la fin 2016 est bienvenue. La Lituanie entend continuer à participer à cette importante mission, qui fournit une formation absolument nécessaire à la police civile afghane et une assistance au niveau stratégique aux autorités afghanes.

La présence de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est absolument importante pour la promotion des droits de l'homme, des processus démocratiques et du développement général du pays, et, alors que l'Afghanistan entame sa décennie de la transformation, la MANUA va jouer un rôle de plus en plus important.

J'en viens maintenant à la situation des femmes afghanes. La violence contre les femmes en Afghanistan n'est pas suffisamment signalée, en particulier dans les zones rurales. Nous prions le Gouvernement afghan d'accentuer ses efforts pour appliquer pleinement les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la loi nationale pour l'élimination de la violence contre les femmes et

le plan d'action national récemment adopté pour les femmes et la paix et la sécurité. Permettre aux femmes de participer véritablement aux processus de paix, de réconciliation et de développement, garantir la sécurité et la dignité des femmes fonctionnaires et recruter, former et maintenir en poste des femmes au sein des Forces nationales de sécurité afghanes sont autant d'objectifs essentiels pour l'avenir de l'Afghanistan. J'espère que le rôle de premier plan que la Première Dame afghane est prête à assumer permettra d'obtenir de bons résultats, notamment s'agissant d'associer les femmes et de renforcer leurs droits. Nous espérons que cette dynamique positive sera maintenue. L'Afghanistan doit trouver des solutions adaptées à son mode de vie tout en permettant d'améliorer la situation de la population féminine.

Pour terminer, je tiens à dire qu'alors que l'Afghanistan entre dans sa décennie de la transformation, l'appui de la communauté internationale et des pays de la région sera essentiel. Le Gouvernement d'unité nationale, le peuple afghan et la communauté internationale doivent œuvrer à l'unisson pour bâtir un avenir meilleur pour l'Afghanistan.

**M. Kydyrov** (Kirghizistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général pour son rapport détaillé sur la situation en Afghanistan (A/69/540), et à remercier la Mission permanente de l'Allemagne d'avoir dirigé les consultations et présenté le projet de résolution à l'examen aujourd'hui (A/69/L.20).

Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Fédération de Russie au nom des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective. Cependant, je souhaite également faire une déclaration à titre national.

La République kirghize appuie les efforts que déploie l'Afghanistan pour rétablir la paix et la sécurité dans le pays, mettre en place des institutions nationales fonctionnelles et développer son économie afin de promouvoir la prospérité du peuple afghan. Nous respectons le droit du peuple afghan à choisir sa propre voie de développement politique pour mener à bonne fin la période de transition. À cet égard, nous félicitons l'Afghanistan pour le bon déroulement des élections et l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale. La transition pacifique et démocratique du pouvoir d'un président à un autre crée un fondement solide pour le développement pacifique et durable du pays.

Dans un message de félicitations adressé au nouveau Président afghan, M. Ashraf Ghani, le Président de la République kirghize, M. Almazbek Atambaev, a exprimé sa volonté de continuer à renforcer les relations fraternelles qui existent entre le Kirghizistan et l'Afghanistan ainsi que la coopération entre les deux pays dans les domaines d'intérêt mutuel. L'ambassade de la République kirghize à Kaboul, qui a officiellement ouvert en février, promeut activement le développement des relations bilatérales et est en train de devenir un lien important pour la promotion et la mise en œuvre conjointes de projets régionaux.

Nous demeurons profondément préoccupés par l'instabilité persistante des conditions de sécurité en Afghanistan. Comme le souligne le Secrétaire général dans son rapport, les groupes insurgés, les terroristes internationaux et les réseaux associés ont profité de la longue crise politique et électorale pour lancer des attaques dans tout le pays. Le Kirghizistan condamne la poursuite des attaques contre les civils innocents, en particulier les femmes et les enfants, et il estime que le transfert de la responsabilité de la sécurité doit se faire progressivement et de manière ordonnée afin de garantir la stabilité globale du pays et de la région dans son ensemble.

La réconciliation nationale est l'une des conditions essentielles au rétablissement d'une paix durable en Afghanistan. Nous appuyons un processus de paix et de réconciliation sans exclusive dirigé et pris en main pas les Afghans, qui doit être mis en œuvre par le peuple afghan dans l'intérêt de tous les Afghans. Un processus de paix global doit être ouvert à toutes les parties intéressées qui sont prêtes à rejeter la violence, à rompre leurs liens avec le terrorisme international et à respecter la Constitution afghane.

Selon le dernier rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime – *l'Enquête sur l'opium en Afghanistan pour 2014* – la culture d'opium en Afghanistan va atteindre un nouveau record cette année. Cela constitue une grave menace à la sécurité nationale de l'Afghanistan et des pays de l'Eurasie. En dépit des activités menées dans le cadre des stratégies et programmes nationaux et régionaux de lutte contre les stupéfiants, nous n'avons pas interrompu complètement les approvisionnements en drogue en provenance d'Afghanistan via la « route du nord ». La situation s'est aggravée car les recettes issues de la production illicite et du trafic de drogue sont une source de financement importante pour les groupes terroristes et extrémistes.

Cela mine le système de sécurité, à la fois dans le pays et dans toute la région. Nous appelons donc nos partenaires régionaux et les organes compétents de l'ONU à renforcer leurs efforts conjoints en matière de lutte contre la production illicite et le trafic de drogue à l'intérieur et autour de l'Afghanistan.

Un développement économique durable et global en Afghanistan est crucial non seulement en ce qui concerne la lutte contre les problèmes auxquels le pays est confronté actuellement, mais également en vue du rétablissement de la sécurité et de la stabilité à long terme. À cet égard, il faut d'urgence accorder une attention particulière à la reconstruction des infrastructures économiques de l'Afghanistan et à la pleine mise en œuvre des engagements considérables pris aux grandes conférences régionales et internationales en faveur de la reconstruction et du développement économique de l'Afghanistan.

Nous estimons que l'association de l'Afghanistan aux initiatives de coopération régionale et la promotion de son commerce et de ses relations économiques avec les pays voisins joueront un rôle important en vue de garantir la paix, la stabilité, le développement et la confiance dans la région et au-delà. Le Kirghizistan, qui participe aux activités de plusieurs organisations régionales, est prêt à contribuer à ce processus. Il importe que l'Afghanistan participe à la vie économique régionale grâce à la mise en œuvre de projets conjoints dans les domaines social, économique et des infrastructures. Le Kirghizistan appuie pleinement les mesures qui visent à promouvoir la coopération économique régionale en développant les infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports et des communications. Nous sommes très intéressés par la mise en œuvre de projets d'exportation d'énergie vers l'Afghanistan dans le cadre du Projet de commerce et d'approvisionnement en hydroélectricité en Asie Centrale et en Asie du Sud et par la création d'un consortium agricole tripartite entre le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Afghanistan, ainsi que par la construction de voies ferrées reliant l'Afghanistan à ses voisins.

Pour conclure, je réitère une fois de plus la position de principe de la République kirghize, fondée sur le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité de l'Afghanistan, et sa volonté d'aider l'Afghanistan à réaliser une paix et une sécurité durables et le développement économique.

**M. Sareer** (Maldives) (*parle en anglais*) : La délégation maldivienne se félicite de la présentation à

l'Assemblée du rapport détaillé du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (A/69/540).

Ma délégation suit la situation en Afghanistan avec beaucoup d'intérêt, et souvent avec une vive inquiétude. Pendant de nombreuses années, le pays a été en proie à une guerre civile, avec une faible capacité de production et une structure de gouvernance inefficace. En avril, l'espoir a vu le jour en Afghanistan – l'espoir d'un nouveau départ et de progrès. Après un blocage qui a duré près de quatre mois, les dirigeants afghans ont finalement fait preuve de maturité et gommé les divergences de vues apparues après l'élection présidentielle. Les Maldives saluent les efforts faits par les deux partis qui avaient contesté l'élection pour parvenir à un règlement et laisser de côté leurs désaccords. Nous saluons également la volonté des dirigeants de faire primer les intérêts du peuple afghan sur des intérêts personnels ou politiques et d'unir leurs forces au sein d'un gouvernement d'unité. La solidarité dont font preuve les deux dirigeants est louable et démontre qu'ils sont déterminés à faire entrer le pays dans une nouvelle phase de prospérité et de développement.

Notre propre expérience de la démocratisation nous a appris que le travail difficile ne prend pas fin avec les élections. Ce n'est qu'une étape. Le véritable travail exige de développer des normes et des valeurs qui appuient la démocratisation. Il s'agit de changer la façon dont la population perçoit les choses et sa façon de penser. Nous sommes convaincus que les institutions et les systèmes se mettent en place lentement et naturellement. Nous demandons donc à la communauté internationale de laisser le temps nécessaire à l'Afghanistan de trouver sa propre voie en vue de consolider la démocratie, et de se montrer patiente à cet égard.

Comme le souligne le Secrétaire général dans son rapport, les groupes d'insurgés et les réseaux terroristes internationaux profitent des conditions de sécurité très difficiles qui règnent dans le pays en raison de la longue crise politique et électorale. Les Maldives saluent les efforts continus faits par l'Afghanistan pour lutter contre l'insurrection et les activités terroristes. Nous prenons notamment note de l'adoption de deux lois phares en Afghanistan visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Nous estimons également encourageant le développement de l'initiative de sécurité de la Police locale afghane, qui est supervisée par le Ministère de l'intérieur. Cela laisse espérer que le peuple afghan pourra connaître la stabilité et la sécurité.

Alors que l'Afghanistan est aux prises avec des problèmes de sécurité, des crises politiques et des difficultés économiques, ce sont les populations vulnérables qui souffrent le plus. Le Secrétaire général souligne dans son rapport certains des principaux problèmes rencontrés par les populations vulnérables, y compris les femmes et les enfants, et prend note des mesures prises par le Gouvernement pour les régler.

Les Maldives se félicitent des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action de 2011 pour la prévention du recrutement de mineurs, y compris les procédures de vérification de l'âge et de sélection des nouvelles recrues et la formation des forces de sécurité afghanes concernant le sort des enfants en période de conflit armé. Ma délégation salue également les efforts soutenus de la communauté internationale, de l'ONU en particulier, visant à fournir au Gouvernement afghan un appui technique et des conseils pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Les Maldives sont conscientes des difficultés auxquelles se heurte le Gouvernement afghan dans sa lutte contre certains problèmes liés aux droits de l'homme et appellent toutes les parties prenantes, y compris le Gouvernement, les institutions privées et la communauté internationale, à continuer d'intensifier les efforts de protection et de promotion des droits de l'homme dans le pays.

Les Maldives considèrent que le renforcement de l'intégration régionale est absolument essentiel et contribue à établir la confiance, elle-même bénéfique à la stabilité et à la prospérité de l'Afghanistan. À cet égard, nous sommes heureux de constater que l'Afghanistan continue de dialoguer avec ses voisins en vue de promouvoir la coopération régionale. En tant que membre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, les Maldives saisissent cette occasion pour réaffirmer leur amitié fraternelle en appelant tous les membres de la région à continuer d'appuyer l'Afghanistan, et de le soutenir dans sa recherche de paix et de prospérité.

La situation en Afghanistan ne peut pas être réglée de manière isolée. L'assistance et la coordination soutenues de la communauté internationale et une coopération régionale sont nécessaires pour faire sortir le pays de la guerre civile et du conflit et faciliter sa transition vers une nouvelle phase de développement.

En dépit de toutes les difficultés rencontrées par le peuple afghan, le fait est qu'il persévère avec courage

depuis plus de trois décennies difficiles. Comme de nombreux orateurs l'ont fait avant moi, ma délégation exhorte de nouveau aujourd'hui la communauté internationale à aider le pays à mener à bien la transition dans l'intérêt du peuple afghan et de la région.

**M. Vencel** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : La Slovaquie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. Je remercie également l'Ambassadeur Tanin d'être présent ici aujourd'hui, ainsi que et de son importante déclaration.

Nous remercions également la délégation allemande d'avoir conduit avec succès les négociations de cette année relatives au projet de résolution A/69/L.20, dont mon pays s'est immédiatement porté coauteur.

Le Conseil de sécurité et la communauté internationale ont récemment salué la persévérance de la population et des autorités afghanes, qui ont mené à bien le transfert pacifique et démocratique du pouvoir cette année et ont réussi à définir leur vision de l'avenir du pays. La tenue de l'élection présidentielle afghane et la formation ultérieure d'un Gouvernement d'unité nationale représentent une transition politique sans précédent. Cet esprit de coopération doit continuer de faire partie intégrante du développement économique et humain, en assurant l'état de droit et en déployant des efforts de paix et de réconciliation dans les mois et les années à venir.

Cette transition politique coïncide avec la transition en matière de sécurité, les forces afghanes assumant la pleine responsabilité des activités que menaient les partenaires internationaux, dont les missions vont prendre fin en décembre. La période difficile de transitions actuellement menées en parallèle dans le secteur de la sécurité et dans les domaines militaire et économique, ainsi que sur la scène politique, sera d'une importance critique pour l'avenir du pays. Le Conseil de sécurité et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), en coopération avec le Gouvernement afghan, doivent continuer de jouer un rôle important en facilitant une transition politique pacifique en Afghanistan et en s'efforçant d'adopter des approches cohérentes vis-à-vis d'un développement durable équitable.

La Slovaquie, compte tenu de la transition qu'elle a connue par le passé, est pleinement consciente que le processus de transformation est souvent loin d'être facile. Nous saisissons cette occasion pour assurer l'Afghanistan et sa population de notre volonté de



participer à long terme aux efforts de transformation et de consolidation du pays aux côtés de nos partenaires de la communauté internationale. À cet égard, nous nous attendons à une coopération étroite avec le nouveau Gouvernement afghan, avec lequel nous sommes prêts à partager notre expérience de la transition.

Des réformes sont nécessaires en Afghanistan. Nous accueillons donc avec satisfaction l'adoption de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et les idées exposées par le Gouvernement afghan dans son document stratégique intitulé « Vers l'autosuffisance : plan stratégique pour la décennie de la transformation ». L'administration publique étant essentielle à cet égard, nous exhortons le Gouvernement afghan à poursuivre avec efficacité la réforme de ce secteur afin d'assurer l'état de droit et la bonne gouvernance et d'appliquer le principe de responsabilité.

La Slovaquie se félicite de la signature par l'Afghanistan de l'accord de sécurité bilatéral avec les États-Unis et de l'accord sur le statut des forces avec l'OTAN. La signature de ces accords représente une mesure importante dans le cadre des efforts en cours visant à stabiliser les conditions de sécurité en Afghanistan, un élément préalable indispensable au développement du pays.

En coopération avec ses partenaires internationaux, la Slovaquie est déterminée à renforcer la sécurité dans le pays et à contribuer aux efforts qui seront faits suite au retrait de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité d'Afghanistan en 2014. La Slovaquie est également prête à contribuer à la mission Soutien résolu de l'OTAN visant à former, conseiller et assister les Forces nationales de sécurité afghane à compter de 2015.

Pour terminer, je remercie sincèrement le Secrétaire général et son représentant spécial pour l'Afghanistan, M. Ján Kubiš, pour leur dévouement et leur esprit d'initiative. Je tiens à féliciter l'ONU pour le travail de supervision de l'audit électoral qu'elle a réalisé pour la première fois. Je tiens également à remercier l'équipe de la Mission du travail professionnel qu'elle a accompli dans des conditions difficiles, et à réitérer le plein soutien de mon pays au rôle irremplaçable que joue la MANUA. Nous souhaitons plein succès au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, et continuons de lui offrir notre plein appui.

**M. Kassim** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens à exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général pour son dernier rapport sur la situation en Afghanistan (A/69/540). Ma délégation souhaite souligner certains points de vue sur la situation en Afghanistan que la Malaisie considère comme importants.

Ma délégation est d'avis que la convocation de cette séance tombe à point nommé. Nous nous félicitons de la formation d'un Gouvernement d'unité nationale afghan, ce qui constitue une étape positive pour son peuple. Nous souhaitons en outre féliciter l'ONU pour le rôle de supervision qu'elle a assumé pendant le second tour de scrutin de l'élection présidentielle en juin. Grâce à cette coopération entre le Gouvernement et l'ONU, l'Afghanistan a pu mettre en place un nouveau gouvernement représentatif de l'ensemble de sa population et sans exclusive.

La Malaisie est rassurée par le courage et la détermination des millions d'Afghans qui ont participé aux premier et deuxième tours de scrutin. Cette forte participation reflète les aspirations de la population à réaliser une transition du pouvoir pacifique et démocratique. À cet égard, ma délégation voudrait saisir cette occasion pour féliciter le peuple afghan qui entreprend un voyage dont la première étape a été la formation, le 29 septembre, d'un gouvernement d'unité nationale. La Malaisie est convaincue que le nouveau Gouvernement favorisera le maintien de la stabilité, le progrès et le développement malgré les nombreux défis auxquels il est confronté. Nous encourageons le nouveau Gouvernement à continuer de promouvoir son ambitieux programme de transformation pour la décennie 2015-2024, dont l'objectif est de concevoir une nouvelle vision pour l'avenir du pays.

La Malaisie continue de suivre avec un vif intérêt l'évolution des conditions de sécurité en Afghanistan. Le retrait prévu de la Force internationale d'assistance à la sécurité à la fin de l'année 2014 signifie que le Gouvernement d'unité nationale assumera l'entière responsabilité de la sécurité et de la sûreté de son peuple, ainsi que de son intégrité territoriale. La Malaisie craint que le pays continue de faire face à des problèmes de sécurité et à des cas de violence dans le pays. La Malaisie condamne la violence sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris ces actes-là.

En dépit de ces cas de violence, la Malaisie demeure convaincue que les Forces nationales de sécurité afghanes seront en mesure d'assumer la responsabilité de protéger leur population et de maintenir la sécurité

dans le pays. Pour que les Forces nationales de sécurité afghanes puissent s'acquitter de leur responsabilité principale qui est de garantir la sécurité, il est impératif que la communauté internationale continue de leur fournir l'appui nécessaire afin de veiller à ce qu'elles soient équipées et formées pour contrer les menaces à la sécurité dans le pays.

Le travail réalisé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), en coopération avec le Gouvernement afghan, mérite lui aussi d'être salué. La MANUA a joué un rôle actif dans le renforcement de la souveraineté, du leadership et de l'appropriation du pays. Sa démarche globale a été efficace s'agissant de jeter les bases d'un développement durable en Afghanistan, tout en étayant les mesures de confiance dans le cadre de la Constitution afghane.

Par ailleurs, la Malaisie a toujours encouragé la stabilité et le progrès en Afghanistan. J'en veux pour preuve le déploiement du contingent médical des forces armées malaisiennes. Basées dans la province de Bamyan, nos forces ont fourni activement des services médicaux indispensables de juillet 2010 à avril 2013.

Mais l'aide de la Malaisie à l'Afghanistan ne s'arrête pas là. En tant que nation musulmane modérée et progressive, nous continuerons d'offrir les moyens à ce pays de renforcer ses capacités et de développer ses ressources humaines. Grâce à notre programme de coopération technique, nous continuerons de partager nos expériences dans les domaines du développement et de l'administration publique, piliers d'un pays en développement. Nous sommes fermement convaincus que l'Afghanistan pourra tirer parti de l'expérience et du savoir-faire que la Malaisie a à partager.

Nous avons vu l'Afghanistan progresser de manière significative avec la formation d'un gouvernement uni. La situation qui prévaut en Afghanistan doit nous pousser, nous États Membres, à continuer d'apporter notre appui à ce pays. Ses habitants ont fait montre de leur volonté politique d'adopter une nouvelle ère de gouvernance démocratique ouverte à tous. C'est pourquoi nous ne devons pas leur tourner le dos mais plutôt leur prêter main forte.

La Malaisie se félicite d'être coauteur du projet de résolution A/69/L.20 sur la situation en Afghanistan. Nous resterons partenaire de l'Afghanistan en cette période de progrès et de développement.

**M. Çevik** (Turquie) (*parle en anglais*) : C'est avec plaisir que la Turquie s'est portée coauteur du

projet de résolution (A/69/L.20) dont nous sommes saisis aujourd'hui, et nous espérons qu'il sera adopté par consensus.

L'Afghanistan traverse une phase cruciale pour ce qui est de sa transformation sur les plans politique, économique et de la sécurité. Il convient d'applaudir les gains engrangés dans le pays ces 13 dernières années, y compris dans les domaines de la sécurité, de la démocratie, de la gouvernance, du renforcement des capacités et des institutions, du développement économique et des droits de l'homme. Néanmoins, ces résultats n'ont pas encore atteint un point de non-retour, et de grands défis restent à relever. Par conséquent, l'appui sans faille de la communauté internationale est vital afin de garantir un Afghanistan pacifique, sûr et stable à même de satisfaire efficacement les besoins de sa population. Dans cet esprit, le rôle global dont s'acquittent l'ONU et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour aider les Afghans demeurera crucial.

Nous nous félicitons du succès rencontré par la poursuite du processus de transition politique en Afghanistan. En effet, les résultats de l'élection présidentielle ont été une victoire pour l'ensemble de la population afghane, car ils ont montré la ferme volonté et le courage de celle-ci de décider de son propre avenir. Ces faits ont en outre témoigné du professionnalisme des institutions afghanes ayant pris part au processus. La volonté commune des candidats en lice au second tour de l'élection de mettre en place un gouvernement d'unité nationale, et ce quels que soient les résultats de l'élection, revêt une importance particulière, car cela illustre clairement la détermination de l'ensemble des Afghans à faire progresser leur pays, de même que leur croyance en un idéal commun. Nous pensons que l'Afghanistan est sorti renforcé de ces expériences.

Nous saluons le fait que, d'ici la fin de l'année 2014, les Forces nationales de sécurité afghanes assumeront l'entière responsabilité de la sécurité des Afghans et de leur pays. Toutefois, l'appui à la poursuite du développement des Forces nationales de sécurité et des institutions afghanes et à un élargissement de la coopération avec l'Afghanistan sera toujours d'une importance capitale. La stabilité de l'Afghanistan, et donc de la région, dépendra de l'amélioration de la sécurité. Les conséquences d'un échec seraient trop lourdes à supporter. La Turquie réaffirme sa volonté d'aider le peuple afghan dans ce processus de transition,

notamment dans les domaines de la sécurité et du développement.

En sus des engagements financiers pris pour assurer le financement des Forces nationales de sécurité afghanes, la Turquie assumera également le rôle de nation-cadre pour Kaboul, dans le cadre de la nouvelle mission qui sera lancée après la fin du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité à la fin de 2014. La Turquie aura également la responsabilité de l'aéroport international de Kaboul. Comme on s'en souviendra, M. Ismail Aramaz, l'Ambassadeur de la République de Turquie en Afghanistan, a été récemment nommé au poste de Haut-Représentant civil de l'OTAN en Afghanistan.

En cette période charnière de transformation politique, sécuritaire et économique de l'Afghanistan, la coopération et l'engagement régionaux sont de plus en plus importants pour ramener la région sur la voie de la paix, de la stabilité et de la prospérité. La région a manifesté à plusieurs occasions sa volonté de régler elle-même ses problèmes et de transformer les défis communs en domaines d'intérêt mutuel. Nous nous félicitons de tous les efforts de dialogue et de coopération bilatéraux et multilatéraux en ce sens. Dans cet esprit, nous accueillons également avec satisfaction les progrès qui ont été réalisés à ce jour dans le cadre du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan. La quatrième Conférence ministérielle du Processus d'Istanbul, qui s'est tenue à Beijing le 31 octobre, a une fois de plus démontré l'importance que revêt la promotion de la coopération régionale.

La Turquie salue et encourage tous les efforts visant à améliorer les liaisons à l'échelle régionale. Nous pensons que des projets concrets résultant de l'intensification de la coopération seront propices au développement économique, à la stabilité et à l'autosuffisance de la région.

En réaffirmant son engagement, la communauté internationale renforcera les espoirs du peuple afghan en un avenir radieux. La Turquie sera toujours solidaire du peuple afghan et continuera de contribuer à l'instauration d'un Afghanistan sûr, stable et prospère, comme nous l'avons fait depuis de si nombreuses années.

**M<sup>me</sup> Freimane-Deksne** (Lettonie) (*parle en anglais*) : La Lettonie s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne et voudrait faire quelques observations à titre national.

Je voudrais me féliciter du projet de résolution qui sera adopté aujourd'hui (A/69/L.20) et dont la Lettonie s'est portée coauteur, et saluer les efforts déployés par l'Allemagne, l'Afghanistan et l'ensemble des partenaires en vue d'aboutir à un résultat positif. Je voudrais également remercier l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Tout d'abord, la Lettonie se félicite de la conclusion de l'élection présidentielle en Afghanistan, de l'entrée en fonctions du nouveau Président et de la mise en place d'un Gouvernement d'unité nationale. Le peuple afghan a clairement démontré son désir de démocratie. Il incombe maintenant à toutes les parties en Afghanistan d'œuvrer de concert pour assurer un avenir unifié, pacifique, sûr et prospère pour l'ensemble de la population. L'Afghanistan a réalisé des progrès remarquables au cours des 10 dernières années, et il est impératif que ces progrès se poursuivent et que d'autres réformes soient mises en œuvre. Une croissance économique soutenue et un processus d'édification de l'État qui se fonde sur les principes de la bonne gouvernance, de l'état de droit et des droits de l'homme, en particulier les droits des femmes et des enfants, doivent être le point de départ d'un Afghanistan démocratique, prospère et stable. Nous nous félicitons de la tenue prochaine de la conférence de Londres, qui sera une occasion importante pour le Gouvernement afghan et la communauté internationale de réaffirmer les engagements qu'ils ont pris dans le Cadre de responsabilité mutuelle.

La poursuite de l'engagement international à appuyer l'Afghanistan est essentielle pour assurer la stabilité à long terme du pays et soutenir sa transformation. La Lettonie reste attachée à un partenariat durable avec l'Afghanistan. Nous nous félicitons par ailleurs de la signature de l'accord de sécurité bilatéral conclu entre le Gouvernement afghan et les États-Unis et de la convention sur le statut des forces de l'OTAN, qui sont autant d'étapes importantes pour garantir la poursuite à l'avenir de l'appui de la communauté internationale à la sécurité en Afghanistan. La Lettonie prendra part aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité jusqu'à la fin de cette année et est pleinement déterminée à participer à la nouvelle mission Soutien résolu. La Lettonie s'est déjà engagée à fournir un appui financier annuel aux Forces nationales de sécurité afghanes de 2015 à 2017. Elle continuera également de participer à la composante civile de la Mission de Police de l'Union européenne.

En outre, avec le transfert des responsabilités à l'Afghanistan, le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ne fera qu'augmenter et nécessitera un appui continu de la part des États Membres.

L'engagement et l'appui de la communauté internationale à l'Afghanistan doivent aller de pair avec la coopération, la stabilité et le développement économique de la région. L'Afghanistan se trouve au carrefour du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud, qui ont chacun leur propre dynamique. Nous pensons toutefois qu'il est possible de trouver un terrain d'entente et de créer un espace où les divergences font place à un engagement constructif. La Lettonie appuie le processus sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie issu de la Conférence ministérielle sur le Processus d'Istanbul, qui constitue une occasion importante de mettre en place un tel espace d'engagement constructif et constant de la part des pays voisins.

Au premier semestre de l'année prochaine, la Lettonie assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne et le renforcement des relations entre l'Union européenne et l'Asie centrale sera l'une de ses priorités. Nous pensons qu'une coopération étroite avec les États d'Asie centrale est de la plus haute importance pour la promotion de la sécurité et du développement économique de la région. Le Gouvernement letton étudie à l'heure actuelle de nouveaux moyens d'accroître son aide au développement en Afghanistan et en Asie centrale. Par exemple, la Lettonie a déjà assuré la formation d'experts afghans dans les domaines du transport ferroviaire et de l'aviation civile. Nos projets à long terme consistent notamment à fournir des bourses à des étudiants afghans dans les domaines des douanes, de la surveillance des frontières et des réseaux ferroviaires. Nous venons de lancer un nouveau programme de formation pour la région du Partenariat oriental et l'Asie centrale, qui pourrait également être proposé aux étudiants afghans souhaitant approfondir leurs connaissances du droit européen, de l'économie et des affaires internationales.

Nous sommes d'avis que les projets d'infrastructure visant à renforcer la connectivité régionale concourent grandement à la coopération et au développement économique de la région. Afin de contribuer à ces efforts, la Lettonie a organisé cet été la troisième Conférence de haut niveau sur les transports, la logistique et les voies commerciales sur le thème « Relier l'Asie à l'Europe », qui a réuni plus de 400 participants venus d'Extrême-Orient, d'Asie du Sud et d'Asie centrale ainsi que des pays membres du programme de coopération entre la Chine et l'Europe centrale et orientale. La Lettonie poursuivra son engagement à cet égard.

Durant la présidence lettone de l'Union européenne, nous avons l'intention de convoquer, dans le cadre de la Réunion Asie-Europe, qui doit se tenir à Riga du 29 au 30 avril 2015, la troisième réunion des Ministres des transports et en marge, le forum des entreprises sur les réseaux de transport multimodaux.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que la Lettonie restera un partenaire fiable de l'Afghanistan et de la communauté internationale et s'associera aux efforts menés en faveur de la paix, de la sécurité et de la prospérité de l'Afghanistan et de la région. Un proverbe afghan dit que les petits ruisseaux font les grandes rivières, ce dont nous sommes intimement convaincus.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/69/L.20, intitulé « La situation en Afghanistan ».

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

**M. Botnaru** (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : Je voudrais annoncer que, depuis la présentation du projet de résolution A/69/L.20, outre les délégations énumérées dans le document, les pays suivants s'en sont également portés coauteurs : Albanie, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belize, Bénin, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Érythrée, Espagne, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Fédération de Russie, France, Géorgie, Guatemala, Indonésie, Irlande, Islande, Jordanie, Kirghizistan, Lesotho, Maroc, Monaco, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Saint-Marin, Sénégal, Tadjikistan, Togo, Turkménistan et Turquie.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/69/L.20?

*Le projet de résolution A/69/L.20 est adopté (résolution 69/18).*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 37 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 17 h 40.*